

Répression sanglante en Afrique du Sud

Révolte noire contre l'enfer de l'apartheid

2 avril -- Depuis le massacre de Langa, une township à 30 km de Port-Elizabeth, le 21 mars dernier, la révolte des masses noires contre la répression de l'apartheid a gagné en intensité. Quatorze ans, jour pour jour, après le massacre de Sharpeville, la police de l'apartheid a ouvert le feu, de sang-froid, sur le cortège mortuaire de six victimes de la répression policière. Bilan officiel de la tuerie: 19 morts, des dizaines de blessés. Mais d'après l'United Democratic Front (UDF -- la coalition des organisations anti-apartheid), ce sont 70 personnes qui ont péri sous les balles des policiers.

Ce crime atroce, qualifié par l'UDF de "déclaration de guerre aux yeux du peuple", a immédiatement provoqué dans tout le pays une explosion de colère. Et le président de l'Afrique du Sud, P.W. Botha, le *führer* de l'apartheid, déclarant que l'Afrique du Sud était victime d'un "complot communiste", a déclenché une répression toujours plus féroce et sanglante: cent morts, peut-être plus -- qui peut dire combien de victimes ont été massacrées depuis un mois. Et le 31 mars, on apprenait que des unités de l'armée avaient été envoyées dans la région de Port-Elizabeth pour "assister la police". Le correspondant du *Monde* décrit cette révolte que la sauvagerie des exactions policières est impuissante à contenir: "Dans les cités noires, à Sebokeng, Sharpeville, Tembisa, et près de Kimberley, Fort-Beaufort, Cradock de nouveaux



English/UPI-Reuters

La révolte noire contre la répression de l'apartheid éclate dans les townships, ici à Crossroad à la mi-février.

affrontements ont eu lieu. A Soweto, deux grenades à main ont été lancées contre une administration, causant de légers dégâts. A Zambela, près de Sasolburg, des jeunes se sont

emparés d'un bus avec lequel ils ont éventré le mur d'un bâtiment administratif, avant d'y mettre le feu. A Vaal-Reefs, la principale mine d'or du pays, un groupe de

mille mineurs a été dispersé par des gaz lacrymogènes. La police a de nouveau tiré à Fort-Beaufort sur une foule qui avait mis le feu

Suite page 10

En France la terreur fasciste frappe les Juifs et les Arabes

Le sang de nos frères réclame vengeance

3 avril -- Peu avant la Deuxième Guerre mondiale, le grand révolutionnaire russe Léon Trotsky résumait ainsi l'essence du nazisme: "Tout ce qu'un développement sans obstacle de la société

aurait dû rejeter de l'organisme national sous la forme d'excréments de la culture est maintenant vomit: la civilisation capitaliste vomit une barbarie non digérée [...]" ("Qu'est-ce que

le national-socialisme?", *Comment vaincre le fascisme*). Cette formule ne s'applique que trop bien à la gangrène qui ronge la société française: la terreur raciste. En une semaine, deux assassi-

nats: le 20 mars, à Menton, Aziz Madak, 28 ans; le 27, à Miramas, près de Marseille, Noredine Hassan Daouadji, 18 ans. Le scénario est à chaque fois pratiquement identique: parce qu'ils ont vu un Arabe qui "ne restait pas à sa place" (Aziz discutait, dans la rue, avec une femme blanche; Noredine s'était interposé dans une altercation entre son assassin et un jeune Maghrébin), deux "justiciers" prennent une moto ou une voiture; l'un conduit, l'autre abat sa victime de sang-froid, à bout portant. Dans les deux cas, les assassins sont des racistes notoires, et pas seulement en paroles -- un des tueurs de Menton, Yves Podelski, avait

Suite page 2

Le sang de nos frères réclame vengeance

Suite de la page 1

fait le 15 février une demande d'adhésion au Front national, qui lui avait délivré un "bulletin provisoire"; celui de Miramas, Juan Forte Hernandez, avait déjà tenté deux fois d'assassiner des Maghrébins dans des circonstances similaires: la première fois il avait été désarmé à temps, mais le 10 janvier 1982 il avait blessé sa victime à la tête.

Vendredi 29 mars, à Paris, une bombe explose dans le cinéma Rivoli-Beaubourg où a lieu le quatrième Festival international du cinéma juif. Dix-huit spectateurs sont blessés. Mais la bombe avait été placée pour tuer, et le bilan aurait pu être bien plus lourd. Cet attentat fasciste rappelait brutalement qu'en France le racisme anti-arabe, s'il est aujourd'hui le plus meurtrier, n'a pas remplacé l'antisémitisme. Nous vivons toujours dans le pays de l'affaire Dreyfus, le pays qui a livré lui-même ses Juifs aux chambres à gaz nazies. Quand, le lendemain de l'attentat, TFI reçoit plusieurs appels téléphoniques se félicitant de cet ignoble acte antisémite, on est obligé de constater que l'antisémitisme imprègne toujours profondément la société française. Et quand, le même jour, Lutte ouvrière, une organisation d'"extrême gauche", participant à une manifestation antiraciste, ose scander en toute innocence "Les seuls étrangers, c'est les exploités" (Rothschild?), on ne peut qu'être scandalisé et horrifié par un tel aveuglement imbécile!

ACTION OUVRIÈRE CONTRE LA TERREUR FASCISTE!

Il faut arrêter cette tuerie. Mais comment? A Miramas, le lendemain du meurtre de Noredine, les murs étaient couverts d'affiches du Front national proclamant "Rejoignez Le Pen". Les discours édiants contre les "mauvaises idées" des racistes ne peuvent rien contre cette propagande-là. Il faut mobiliser la seule force sociale qui a la puissance de s'opposer à cette vague de terrorisme raciste -- Il faut que la classe ouvrière engage le combat contre l'exploitation capitaliste et l'oppression raciale qu'elle génère.

La pègre raciste qui agresse aujourd'hui les Maghrébins ou les Juifs se prépare pour d'autres actes de violence -- contre le mouvement ouvrier organisé. C'est dès aujourd'hui que les travailleurs doivent être mobilisés pour l'action. Ils doivent se tenir prêts à protéger les droits de leurs frères de classe menacés par la racaille raciste. Dans chaque entreprise, les syndicats doivent ainsi mettre sur pied un comité

d'éducation pour lutter contre la discrimination raciale organisée par les patrons, pour empêcher de nuire les agents du Front national et les provocateurs qui tentent de semer la discorde entre travailleurs français et immigrés. De tels comités d'éducation pourraient être l'embryon d'une future milice ouvrière. Les syndicats doivent expliquer aux ouvriers arriérés la signification réactionnaire des préjugés raciaux et la menace qu'ils font peser sur leurs intérêts et leurs organisations de classe. Ils doivent former leurs propres commissions d'enquête pour établir toute la vérité sur les crimes racistes et étudier des mesures adéquates pour les empêcher. Il faut qu'à chaque fois que Le Pen ou un de ses acolytes vient prêcher la haine raciale quelque part, le mouvement ouvrier organisé explique fermement à ceux qui pourraient se laisser séduire par cette démagogie qu'il est déterminé à ne pas tolérer ces appels au meurtre et qu'il interdira, avec des mobilisations de masse de front unique, ses meetings de haine anti-immigrée et anti-ouvrière. Comme le suggérait déjà Trotsky en 1934, "la tâche tactique, ou, si vous voulez, 'technique', était bien simple: prendre chaque fasciste ou chaque groupe isolé au collet, le confronter quelques fois avec le pavé, le priver de ses insignes, et de ses papiers de fasciste, et, sans aggraver le conflit, le laisser avec sa frousse et quelques bons bleus" ("La lutte contre le fascisme", Oeuvres, tome 3).

Un tel programme d'action créerait les liens indestructibles d'unité entre travailleurs français et immigrés. C'est la voie pour briser l'offensive anti-ouvrière.

En près de quatre ans de politique d'austérité capitaliste menée par ses prétendus alliés au gouvernement, la classe ouvrière a connu recul sur recul sous la direction des réformistes. Mais les affrontements décisifs restent devant nous, notamment à Renault, la forteresse ouvrière (Voir dans ce même numéro, ci-contre, "Vers la bataille décisive: Renault"). Il faut redonner confiance aux ouvriers immigrés qui occupent une place stratégique dans le secteur clé de l'automobile et qui furent à l'avant-garde des luttes contre l'austérité de Mitterrand. Il faut se battre pied à pied contre la gangrène raciste qui risque de menacer l'intégrité morale et l'unité du prolétariat. En particulier dans l'automobile, la classe ouvrière est largement multiraciale: le poison de la division raciale pourrait partager les ouvriers en deux camps hostiles. Le devoir élémentaire pour toute organisation qui se réclame de la classe ouvrière est de se mettre à l'avant-garde

de la lutte contre la discrimination raciale; c'est aujourd'hui plus que jamais une question de vie ou de mort. A bas la terreur raciste! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!

Malheureusement, la direction du PCF, le parti qui a le plus d'influence sur la classe ouvrière, agit dans les communes qu'elle gère de la même manière que le gouvernement Mitterrand. Au nom d'une soi-disant lutte contre les "ghettos", elle applique une politique de quotas racistes visant à chasser les immigrés vers les communes administrées par la droite. A Vitry, dans la banlieue parisienne, elle avait, le 24 décembre 1980, bouté hors de la commune, à coup de bulldozer, trois cents Maliens "indésirables". Depuis, Marchais a esquissé une "autocritique", mais seulement sur la forme: "On connaît la manière dont les communistes concernés, légitimement indignés [du transfert des Maliens depuis un foyer de Saint-Maur], avaient réagi: à l'évidence -- nous l'avons déjà dit --, la méthode qu'ils avaient employée était erronée" (*L'Humanité*, 22 mars). Aujourd'hui, le fond n'a pas changé. La "méthode" est seulement devenue plus subtile. Ils ne se salissent plus directement les mains; ils font intervenir ceux qui sont payés pour ça. Ainsi, le 25 mars, c'est à la demande de Bréard, maire "communiste" de Montreuil, près de Paris, que les flics investissent -- dans une opération style Gestapo -- le foyer Sonacotra de la Noue pour contrôler la "suroccupation des lieux". Plus de cent "locataires clandestins" sont recensés. Dans le même temps, c'est au nom de l'antiracisme et de l'opposition aux ghettos que le même Bréard refuse la construction d'un foyer pour immigrés. Il a pu ainsi le 25 mars mener une opération pour arrêter la construction du foyer, le 26 prendre la tête du cortège de SOS-Racisme, et le 27, arborant fièrement le badge "Touche pas à mon pote", diriger en douteuse compagnie des élus RPR de la ville une manifestation pour refuser l'implantation de nouveaux foyers au nom du "respect de la dignité humaine et [du] refus des conditions d'habitat, intolérables" (*Libération*, 29 mars). Telles sont les lamentables conséquences du chauvinisme et du crétinisme municipal!

SOS-RACISME: L'IMPASSE DU LIBERALISME

Une perspective de classe est aujourd'hui la seule qui soit réaliste. Sinon, il ne reste plus que le "grand lobby antiraciste" que cherche à construire l'association SOS-Racisme avec son badge "Touche pas à mon pote". Or, pour réaliser l'unité de tous les "antiracistes", du RPR (!?) aux ministres "socialistes" qui continuent à expulser les "clandestins", organiser les rafles policières et construire les camps de "rétention"/concentration, il faut se limiter à des sermons moralisateurs et insipides. Ainsi, après la tuerie de Miramas, SOS-Racisme appelait le 1er avril "le peuple de France" (!?) à une journée de recueillement le 6 avril, et invitait les antiracistes à envoyer des télégrammes ainsi rédigés: "Arrêtez le délire, vive la vie!" (*Le Monde*, 3 avril). Le 26 mars, à Menton, SOS-Racisme avait appelé à une manifestation de protestation contre l'assassinat d'Aziz, sur les mots d'ordre "Vivons ensemble avec nos différences" et "Nous sommes tous des enfants d'immigrés"; quand les manifestants se mirent à crier "Le Pen facho! Le peuple, aura ta peau!", les organisateurs de la manifestation n'hésitèrent pas à faire taire ces perturbateurs de l'"unité antiraciste" (*Le Monde*, 28 mars).

Le succès de "Touche pas à mon pote" ne doit pas faire illusion. La marche des Minguettes et Convergence 84, qui visaient à constituer

un "grand lobby antiraciste" centré sur les Beurs et refusant explicitement tout lien avec la classe ouvrière organisée (alors que les Beurs sont à plus de 90% fils et filles d'ouvriers), n'ont pu enrayer en quoi que ce soit la montée de la terreur raciste. SOS-Racisme, qui cherche à faire la même chose en mobilisant les Français "blancs" inquiets (à juste titre) de la montée du racisme, ne sera pas plus efficace, et pour la même raison: parce qu'il est incapable de s'appuyer sur la force sociale du prolétariat. En outre, SOS-Racisme est totalement impuissant face à la terreur d'Etat qui frappe les immigrés: rafles en masse, expulsions, meurtres perpétrés de sang-froid par des flics racistes à la détente facile, régulièrement acquittés ou condamnés à de légères peines. Croit-il qu'on peut moraliser cet Etat fait pour maintenir la domination d'une classe -- la bourgeoisie -- qui a intérêt à maintenir l'oppression et les divisions raciales? Dans la France de 1985, il ne peut pas y avoir de capitalisme "à visage humain" -- en tout cas pas pour la classe ouvrière et les immigrés. Ces illusions libérales ne sont pas le fait du hasard. SOS-Racisme est directement manipulé par le gouvernement qui veut se servir de l'"antiracisme" pour réaliser le "recentrage", l'alliance du PS avec ceux des politiciens de la droite parlementaire qui répugnent à s'allier avec Le Pen. D'où la présence à la tête de SOS-Racisme d'individus qui réussissent le tour de force d'être plus scandaleusement antisoviétiques que Mitterrand, comme Bernard-Henri Lévy et Emmanuel Le Roy-Ladurie; ceux-là mêmes qui appellent Reagan à soutenir les *contras* somozistes pour renverser le régime sandiniste au Nicaragua, au nom du "monde libre" et de la "démocratie" contre le "totalitarisme communiste" (*Le Monde*, 21 mars). D'où aussi la place d'honneur réservée aux quelques représentants du RPR et de l'UDF venus, comme le 21 mars dernier à la tribune de la Mutualité à Paris, à la pêche aux électeurs antiracistes.

Non, la place d'un véritable militant antiraciste n'est évidemment pas derrière des "potes" comme Lévy, Dufoux ou Pons, pour aller offrir comme un mouton la gorge au couteau des fascistes. Elle est aux côtés de la classe ouvrière, la seule classe progressiste, la seule force qui peut renverser ce système d'exploitation et d'oppression, instaurer un gouvernement ouvrier expropriant la bourgeoisie et créer un régime de fraternité et de justice. La place d'un véritable antiraciste est avec les trotskystes, les révolutionnaires marxistes d'aujourd'hui, qui luttent pour construire le parti ouvrier révolutionnaire multiracial qui unira tous les exploités et opprimés. Le sang de nos frères réclame vengeance! ■

Trotsky à propos des travailleurs immigrés

S'adressant aux travailleurs juifs en France, en mai 1930, Trotsky disait:

"Traditionnellement, les organisations purement françaises n'ont pas un caractère de masse. Dans une certaine mesure, elles ont pour base l'aristocratie politique et syndicale de la classe ouvrière. L'écrasante majorité de celle-ci demeure inorganisée et à l'écart des activités des organisations politiques et syndicales. En France, c'est la question cruciale. Il me semble que le rôle joué aujourd'hui par les travailleurs étrangers en France secouera le conservatisme profond de ce pays. Puisque les travailleurs étrangers appartiennent dans leur grande majorité aux couches inférieures du prolétariat de ce pays, ils sont de ce

fait liés à ces couches et proches d'elles [...]. Les travailleurs étrangers ont une mentalité différente, tout simplement parce que ce sont des étrangers, une mentalité d'émigrants, plus mobile, plus réceptive aux idées révolutionnaires. Voilà pourquoi l'idéologie communiste peut gagner le respect des travailleurs étrangers et en faire un puissant instrument de pénétration dans l'ensemble de la classe ouvrière française" (Trotsky, "Le rôle des travailleurs juifs au sein de l'ensemble du mouvement ouvrier français", *Klorkeit* n° 3, mai 1930, cité dans *Sur la question juive et le sionisme*).

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Josiane Alder, William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Henri Riemann, Jean Thimbault.

REALISATION: Hamid Sami
DIFFUSION: Jean Thimbault
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Pour toute correspondance:
• Paris: Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10
Téléphone: 208-01-49
• Rouen: M. Benoît, B.P. 817, 76009 Rouen cédex
Téléphone: (35) 71-20-86

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris.
Commission paritaire: n°59267

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Vers la bataille décisive: Renault

5 avril -- C'est ce mois-ci que doit être publié le plan Besse. En fait, la seule chose qu'il "dévoilera", ce sont les chiffres, les délais et la méthode utilisée pour appliquer un plan que chacun connaît déjà: des dizaines de milliers de licenciements à la Régie Renault.

Depuis 1982, le prolétariat de ce pays connaît recul après recul sous les coups du gouvernement "socialiste": plans d'austérité n°1 et n°2, blocage des salaires, "restructurations"-destruction d'industries entières (les charbonnages, la sidérurgie, la chimie, Creusot-Loire, etc.) qui se traduisent par des centaines de milliers de licenciements. Une famille sur cinq est touchée par le chômage.

Dans l'industrie automobile (qui, avec les sous-traitants et les activités afférentes, représente un emploi sur dix), les attaques ont d'abord porté sur Talbot et Citroën. C'étaient les secteurs les plus vulnérables où la division raciale a été creusée dans les ateliers par une décennie de matraquages par le syndicat maison CFT-CSL. Malgré la honteuse trahison de la direction de la CGT à Talbot et son abandon à Citroën, l'âpreté



Aujourd'hui, pour la classe ouvrière comme pour la bourgeoisie, la clé de la situation passe par Renault.

on peut. Le PDG [Hanon] a lié cette perspective à l'acceptation de la 'mobilité de l'emploi'. Les communistes ne sont pas contre cette mobilité" (*l'Humanité*, 4 octobre 1984).

Mais le 19 janvier, Hanon et son plan passent brutalement à la trappe de la disgrâce présidentielle; le nouveau P-DG, Besse, arrive de Péchiney où il a supprimé 4000 emplois en trois ans. Les échéances sont là: il va falloir lutter dur.

UNE GREVE DE RENAULT PEUT RENSERISER LA VAPEUR

A Talbot et à Citroën, les grèves sont restées des grèves d'immigrés, à cause de la division raciale institutionnalisée dans tout le groupe PSA et de la volonté des directions syndicales de ne pas étendre la lutte au reste du groupe et de l'industrie automobile. A Renault, une lutte unitaire, dépassant les divisions raciales, est possible. Bien plus, une grève de la Régie pourrait redonner confiance aux immigrés de Talbot et de Citroën et les inciter à re-

leurs preuves.

Il faut des piquets de grève pour arrêter la production, organiser les grévistes et transformer les jaunes en grévistes en leur expliquant avec fermeté qu'un piquet de grève, ça veut dire on ne passe pas!, et que, par ailleurs, il est assez difficile de franchir un piquet avec deux jambes cassées. Car les piquets de grève, quoi qu'en pense Krasucki (ou Arlette Laguiller, d'ailleurs), ne sont pas une tradition folklorique bizarre de peuples "disciplinés" comme les Britanniques ou les Allemands. Toute grève vraiment sérieuse doit être défendue contre la maîtrise, les jaunes et les flics, doit être étendue au moyen de piquets volants chargés d'entraîner d'autres usines dans le mouvement. Si l'héroïque grève des mineurs britanniques a pu tenir douze longs mois contre une répression policière féroce, contre l'utilisation des jaunes par la direction des charbonnages pour saper l'unité des grévistes, c'est pour une bonne part grâce à la détermination des piquets de grève.

les grèves des autres. Les comités de grève peuvent être l'embryon d'un syndicat industriel: une industrie, un syndicat! Tous les ouvriers dans le syndicat! A l'union industrielle centralisée des patrons, nous devons opposer l'union d'industrie centralisée des ouvriers.

"PRODUISONS FRANCAIS" = ACCEPTATION DES LICENCIEMENTS

Au-delà de ces moyens de lutte, en eux-mêmes indispensables, il faut un programme. Le gouvernement et la direction de Renault tiennent un raisonnement simple et brutal: la concurrence internationale nous oblige à augmenter de 7% par an la productivité dans l'automobile; puisque le marché sera, au mieux, stagnant, il faut réduire en proportion les effectifs, soit, selon le rapport Dalle (août 1984), 70000 suppressions d'emploi dans la branche d'ici à fin 1987, plus 20000 chez les sous-traitants. Le talon d'Achille de la direction de la CGT à Renault, c'est qu'elle cherche des "solutions industrielles" à ce problème dans le cadre d'une gestion, plus démocratique, plus progressiste, du capitalisme français. Sur ce terrain miné, qui est celui de la bourgeoisie, il n'y a pas trente-six solutions réalistes: soit on cherche à étendre le marché en relançant la consommation et en fermant les frontières (mais l'expérience de la "relance" de fin 1981 a fait la cruelle démonstration qu'un pays capitaliste en crise ne peut pas se permettre ce genre de largesse et le protectionnisme dresse les travailleurs français contre leurs frères de classe allemands, américains ou japonais, les détournant de la lutte contre leur ennemi principal, leur propre bourgeoisie); soit on accepte l'"inévitabilité" de cette "modernisation" et on cherche les moyens de mettre un peu de vaseline autour des licenciements "à sec". Dans les deux cas, si l'on se place dans ce cadre-là, des revendications aussi élémentaires que l'échelle mobile des salaires et le partage du travail disponible entre toutes les mains ouvrières sont "utopiques", voire "irresponsables". Pour gagner, il faut avoir pour perspective non la nième mouture de l'union de la gauche qui pointe sous le nébuleux "rassemblement populaire majoritaire" du PCF -- camarades, trois fois ça suffisait, quatre fois c'est quatre de trop! --, mais un gouvernement ouvrier qui exproprie la bourgeoisie et instaure une économie planifiée où le progrès technique ne signifiera pas davantage d'exploitation et de misère!

Aujourd'hui, l'enjeu décisif pour l'avenir de ce pays, ce n'est pas de combien de voix ce gouvernement antiouvrier, antisoviétique et de surcroît irrémédiablement banqueroutier perdra les élections de 1986; c'est de gagner la bataille de Renault, pour en faire le point de départ de la résistance ouvrière.



A Talbot la CGT a trahi. La CFDT a appelé les flics. Piquets de grève de masse contre les jaunes et les flics!

des grèves de 1983 et 1984 a montré au gouvernement qu'il serait encore plus difficile de venir à bout du bastion le plus solide: Renault. Pourtant, il sait qu'il doit prendre d'assaut cette "forteresse ouvrière" pour réussir son plan d'austérité. Aujourd'hui, pour la classe ouvrière comme pour la bourgeoisie, la clé de la situation passe par Renault.

Les grèves de l'automne dernier à la Régie, qui n'ont finalement fait ni vainqueur ni vaincu, ont permis de gagner du temps. Mais la CGT n'a pas mis à profit ce répit arraché dans la lutte pour se préparer à la bataille. Elle s'est précipitée sur l'hameçon du plan Hanon, qui prévoyait d'ici à 1986 15300 suppressions d'emploi sans licenciement "sec", grâce notamment à des congés "formation-reclassement" de deux ans (avec licenciement à la clé), des préretraites et une utilisation systématique du chantage à la "mobilité" (la mutation ou la porte). Commentant cette proposition de "gestion douce des sureffectifs", pour reprendre le délicat euphémisme de la CFDT, *l'Humanité* écrivait que les ouvriers de Renault, pendant les grèves de septembre-octobre, "auront mis en cause une logique que d'aucuns présentaient comme fatale: on ne peut moderniser sans licencier. Oui,

Un jaune est un traître

Définition d'un jaune par Jack London:

"Quand dieu eut créé la vipère et le vampire, il lui resta un peu de boue: il créa le jaune. Le jaune est un animal à deux pattes avec une âme entortillée, un cerveau rempli d'air et une colonne vertébrale en caoutchouc. A la place du coeur, il a une tumeur pleine d'idées pourries. "Quand un jaune passe dans la rue, les hommes lui tournent le dos, les anges pleurent dans le ciel et le diable ferme les portes de l'enfer pour qu'il n'entre pas. "Personne n'a le droit d'être un

jaune tant qu'il existe une mare où il peut se noyer ou une corde avec laquelle il peut se pendre. A côté du jaune, Judas était un gentleman. Après avoir trahi le christ, il s'est suicidé.

"Judas a vendu Jésus pour 30 deniers. Esaü a vendu son droit d'aînesse pour un plat de lentilles. Le jaune vend son pays, sa femme, ses amis pour une promesse illusoire du patron. Esaü s'est trahi. Judas a trahi son dieu. Un jaune se trahit lui-même, trahit son dieu, sa femme, sa famille et sa classe. Un homme véritable n'est jamais un jaune."

prendre la lutte -- car les licenciements déjà opérés dans ces entreprises ne sont qu'un premier pas.

Une telle grève, après plusieurs années de reculs, peut renverser la vapeur et être la première étape d'une bataille plus généralisée contre l'austérité et la destruction de pans entiers de la classe ouvrière industrielle. Krasucki nous rétorquera qu'"on ne décrète pas la grève" et que lui a déjà essayé, sans succès, d'appeler à une grève générale. Malheureusement, il n'a fait que parler d'une grève générale, mais il n'a rien fait pour l'organiser.

DES ARMES POUR LA VICTOIRE

Des paroles aux actes, il y a plus qu'un pas. C'est trop facile de répéter, en prenant un air attristé, que "la base ne suit pas". Pour que "la base" suive, la direction doit lui montrer qu'elle se donne les moyens de gagner, qu'elle est prête à diriger la grève jusqu'à la victoire. Ces moyens sont simples, et ils ont fait

On peut nous objecter qu'il est illégal de porter ainsi atteinte à la "liberté du travail". Beaucoup de choses sont illégales dès qu'il s'agit pour les travailleurs de se battre pour leurs droits. (Il n'y a pas si longtemps, dans ce pays, il était illégal pour les fonctionnaires de faire grève.) Les "dirigeants" qui s'abriteraient derrière ce genre d'argument pour renoncer aux moyens de défendre la grève feraient preuve d'une pusillanimité tout à fait déplacée quand il s'agit de gagner une bataille contre les patrons, leurs flics et leurs tribunaux.

Il faut aussi des comités de grève élus et révocables à tout moment. Pas simplement parce que c'est plus démocratique, mais surtout pour unifier dans la lutte les travailleurs, pour dépasser les divisions du syndicalisme "à la française", où chaque syndicat organise les travailleurs qui sont plus ou moins en accord politique avec la ligne de sa direction et brise allègrement

Etroitesse nationale et économicisme

LO et la grève des mineurs

L'attitude de Lutte ouvrière (LO) pendant la grève des mineurs britanniques était bien loin du sens de l'urgence et de la solidarité qui, notamment en France, a poussé des milliers d'ouvriers à participer à de massives collectes d'argent et à renverser des chargements de charbon destiné à la Grande-Bretagne. Elle s'est contentée de la collecte discrète de fonds dans quelques usines comme Renault-CKD près de Rouen, mais en tant qu'"ouvriers", refusant toute association directe avec l'organisation. Ce n'est donc pas étonnant que certains de ses militants aient été amenés à expliquer que pour l'organisation faire une campagne financière c'était "faire la charité". D'autres se sont même permis de s'esquiver avec l'argument que la seule aide valable aux mineurs c'était de "construire le parti en France". On peut juger la valeur d'un parti construit sur la base d'un "internationalisme" de cet acabit...

Mais il serait trop facile de se contenter de critiquer LO pour avoir fait des collectes clandestines. De fait, pendant toute la grève, LO a porté une certaine attention à cette question, avec, pour finir, un bilan politique dans *Lutte Ouvrière* du 9 mars (n°875). Mais elle aborde cette louable tâche avec les oeillères d'une espèce de pseudo-trotskysme "made in France". Elle plaque son analyse habituelle des luttes ouvrières françaises sur celles de la Grande-Bretagne. Les syndicats britanniques (y compris Scargill) n'ont pas voulu déclencher la grève générale, explique Laguiller avant de poursuivre: "Quoi d'étonnant? Derrière le nom qui est un peu différent, ce sont exactement les mêmes que les nôtres" (*Ibid.*) Simplifier toutes les grèves

qui ont eu lieu ces dernières années en France pour ne retenir que les trahisons ouvertes des directions syndicales, ça peut passer -- bien que ça ne donne pas des enseignements programmatiques très riches aux travailleurs, qui pourraient bien vouloir savoir ce que concrètement LO aurait fait d'autre si elle avait été à la tête des grèves de Talbot, Citroën, etc. En France, répéter que les bureaucrates syndicaux trahissent -- ce qui est en soi évident et banal -- présente le discutabile avantage de préserver (comme dans du formol) les prétentions de LO à critiquer de la gauche la bureaucratie. Mais pour ce qui est de la Grande-Bretagne, prétendre que Scargill n'est qu'un Krasucki d'outre-Manche, ce n'est pas seulement montrer l'incompétence causée par son ignorance hexagonale; LO a peur de reconnaître que Scargill sait bien diriger une grève, que les autres bureaucrates syndicaux le haïssent et que sa base l'adore, parce que LO est incapable d'expliquer à quoi peut bien servir un parti trotskyste.

Le problème de Scargill, c'est qu'il n'est pas un révolutionnaire. Lénine nous a appris que "la lutte spontanée du prolétariat ne deviendra une véritable 'lutte de classe' du prolétariat que lorsqu'elle sera dirigée par une forte organisation de révolutionnaires" ("Que faire?", *Oeuvres*, tome 5 [souligné par nous]). Mais, comme nous le verrons, c'est précisément là le terrain sur lequel LO n'ose pas livrer bataille. Et donc elle attaque Scargill mesquinement, car, si Scargill n'est qu'un "syndicaliste", au moins connaît-il son boulot. Au sujet de la "bataille d'Orgreave" de l'été dernier, devant une cockerie du Yorkshire, LO, qui pense pourtant que c'était une victoire, gémit:

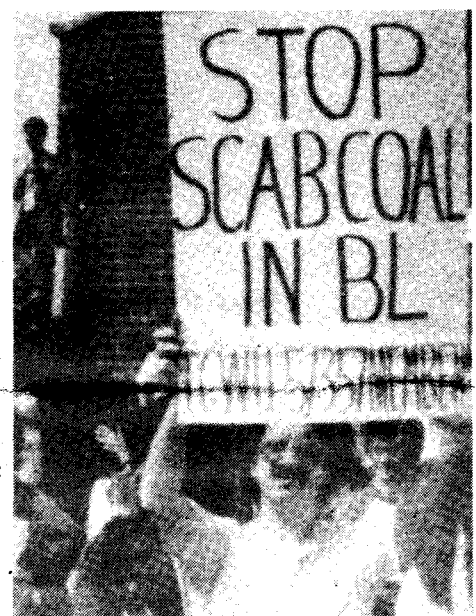
"Scargill, légèrement atteint, a bénéficié de la une de la presse du lendemain, mais pour combien de grévistes anonymes qui eux seront marqués à vie?" (*Lutte Ouvrière* n°838, 23 juin 1984). Devait-il se faire tuer?

La situation exceptionnelle provoquée par la grève des mineurs oblige pourtant LO à développer plus que d'habitude ses critiques de la direction du NUM. Voyons donc de quoi il s'agit, car on en a rarement l'occasion, et profitons en pour mieux comprendre l'opportunisme de cette organisation.

Les deux principales critiques que LO adresse à Scargill sont, premièrement, que les piquets de grève de masse et volants ont soi-disant isolé les mineurs et provoqué la division dans leurs rangs, ce qui les rendait vulnérables face à leurs "adversaires" "unis et centralisés". La presse de LO fourmille d'attaques contre le "corporatisme" du dirigeant du NUM; comme en général, dans le mouvement ouvrier, le mot "corporatisme" s'applique à la recherche des privilèges de l'aristocratie ouvrière et de ses syndicats de métier (alors que même LO doit savoir que le NUM est un syndicat industriel de masse), cela nous amène à en conclure que LO fait un usage révisionniste du mot "corporatisme"; de plus, quand elle explique que "pour remporter des succès, les travailleurs ne peuvent plus se permettre de rester isolés, dans le cadre corporatiste" (*Lutte Ouvrière* n°875, 9 mars), LO se préoccupe davantage du sort des jaunes que de celui des grévistes. Sa deuxième critique principale contre Scargill, c'est qu'il n'a pas étendu la grève (et elle insiste qu'il ne voulait pas le faire). Son conseil: "[...] c'est seulement en politisant leur mouvement que les mineurs auraient pu la vaincre" (*Ibid.*)

le Nottinghamshire, a été aussi celui des syndicats maisons des années vingt (le *Spencer-unionism*), que cette région a donc été privilégiée par la bourgeoisie pour organiser un brisage de grève conscient.

Prenant prétexte de la situation française, où des grèves minoritaires et des occupations d'usine désespérées sont monnaie courante et où chaque syndicat brise les grèves des autres, LO refuse de jouer le rôle de parti d'avant-garde et de faire passer le message que les piquets de grève, c'est le moyen de consolider, de protéger et d'étendre une grève, de gagner les hésitants. Là où elle a les mains libres, comme à Renault-CKD où elle dirige un syndicat, elle a proposé les mêmes "piquets filtrants" inefficaces que ceux prônés par les bureaucrates réformistes. Et elle s'en vante: "Tout le monde a approuvé ce blocage des camions, qui gênait la direction sans bloquer les travailleurs qui ne souhaitaient



Workers Hammer

LES PIQUETS DE GREVE CA VEUT DIRE ON NE PASSE PAS

Dans cette tentative de donner des conseils à la classe ouvrière britannique, LO trébuche sur la ligne de départ, car elle ne veut pas comprendre qu'un piquet de grève ça veut dire qu'on ne le traverse pas. LO peut même écrire qu'"en choisissant de donner comme seul objectif aux grévistes celui de s'affronter physiquement aux non-grévistes, le syndicat de Scargill a creusé entre eux un fossé profond, qui mettra des mois, peut-être des années à se combler" (*Ibid.*)

Cela témoigne d'une ignorance totale quant aux traditions et aux luttes des mineurs britanniques. La division entre grévistes et jaunes (LO fuit le mot "jaune" comme la peste) n'était pas une consigne machiavélique lancée par Scargill ni une particularité "folklorique" des Anglo-Saxons, comme vous pouvez le croire en lisant les radotages de LO. Elle existe depuis des générations dans les tripes des mineurs et de leurs familles. Dans ces villages, on se souvient des jaunes de la grève de 1926, et ils sont toujours aujourd'hui des parias. Et c'est une bonne chose.

Il y a pire. LO s'abaisse jusqu'à s'apitoyer sur le sort des jaunes: "Les rancœurs montèrent au point d'en venir à des mesures de rétorsion, parfois même contre les familles, simplement parce que l'un des leurs était non-gréviste" (*Ibid.*) LO parle de "l'attitude de plus en plus hostile des non-grévistes, qui finirent par considérer les grévistes comme responsables du quadrillage policier qu'ils avaient eux aussi à subir" (*Ibid.*) LO hurle avec les loups, avec tous ceux -- Thatcher, sa presse, la social-démocratie -- qui ont attaqué la "violence" des mineurs face à l'Etat policier de Thatcher. Elle ne souffle mot du fait que le bastion des jaunes,

Patrick Sliney, ici dans un rassemblement de mineurs, licencié pour son action contre le charbon jaune.

pas faire grève totalement" (*Lutte Ouvrière* n°855, 20 octobre 1984).

Pour LO, la solidarité avec les mineurs, le boycottage du charbon, ne pouvaient pas être le point de départ pour une grève générale. Faire des piquets devant les aciéries, ce n'était donc que tenter de contraindre les sidérurgistes de "faire grève sur les revendications des autres" (*Lutte Ouvrière* n°875, 9 mars). (L'exception à cette règle, ce fut naturellement quand la grève des dockers britanniques fut précipitée par leur refus de toucher au charbon jaune; pendant cette période, il n'y eut bien sûr plus de critique du "corporatisme" du NUM qui tient pour LO, fidèle à la tradition du spontanéisme économique dénoncé par Lénine dans "Que faire?": "La lutte est désirable si elle est possible; est possible celle qui se livre en ce moment".)

"DONNER A LA LUTTE ECONOMIQUE UN CARACTERE POLITIQUE" ET TOUT CE VIEUX FATRAS

LO, qui n'est pas prête à faire respecter les piquets de grève, est assez mal placée pour donner des leçons aux combattifs mineurs britanniques. Mais même son appel, sincère, ô combien!, à "transformer [la grève] en grève générale, en grève politique contre le gouvernement et sa politique économique" (*Ibid.*) ressemble, au mieux, à la notion pacifiste du vieil anarcho-syndicalisme de la révolution en se croisant les bras.

Groupe économiciste authentique, depuis le culte de la spontanéité et les "feuilles de boîte" (analogues

Un mineur britannique: "Nous aussi, nous avons besoin d'un parti bolchévique"

La lettre que nous reproduisons ci-dessous a été adressée à nos camarades de la Spartacist League/Britain (SL/B) juste après l'appel à la reprise du travail. Dick Hall était membre du comité de grève du NUM à Warsop Main dans le North Derbyshire, en Angleterre.

Chers camarades,

Je vous prie de m'excuser; il ne me sera pas possible de parler à la journée d'étude [organisée par la SL/B] à cause d'une ancienne promesse que j'avais presque oubliée. Mais je suis sûr que la présence du camarade qui me remplace rendra mon absence insignifiante.

Bien que je pense que ce n'est pas bon, en général, de faire des déclarations (personne ne peut poser de questions), je vais aujourd'hui faire une entorse à cette règle de pensée.

Il me semble que moi-même, en particulier, et le comité de grève de la houillère de Warsop Main, en général, doivent beaucoup à la SL.

En premier lieu au niveau financier, les collectes d'argent qui ont permis à beaucoup de grévistes d'alléger les difficultés dont ils ont souffert durant le conflit.

Deuxièmement, la camaraderie montrée par tous les membres de la SL envers nombre de mineurs

sur les piquets. Par exemple nourrir et héberger les militants chaque fois que nous l'avons demandé.

Troisièmement, et c'est le plus important, le facteur politique. Au contraire du reste de la fausse gauche de la politique britannique, la SL n'a jamais vacillé ou capitulé sur ses principes de base. Elle a mis en avant une stratégie pour la victoire du conflit qui n'a malheureusement pas été reprise.

Donc, au nom du comité de grève de Warsop Main, nous remercions la SL pour ses énormes efforts en notre faveur, non seulement en Grande-Bretagne, mais à travers le reste du monde.

Personnellement, je rends hommage à la SL de la façon suivante. Il me semble que dans ce siècle, en Union soviétique en 1917, les bolchéviks ont dirigé les masses dans la plus grande victoire de la classe ouvrière. Il serait donc logique que pour atteindre nos buts nous ayons nous aussi besoin d'un parti bolchévique.

M'étant trimbalé dans la gauche pendant vingt ans, il m'apparaît maintenant que la SL est ce qu'il y a de plus susceptible de se développer en ce parti.

Salutations fraternelles, camarades,

Dick Hall

DE LA BASTILLE A LA

La première partie de cet article a été publiée dans le Bolchévik n°53, mars.

Deuxième partie

La dictature jacobine de l'an II fut la période décisive de la Révolution française et un des moments les plus intéressants de l'histoire du monde occidental. Pour bien comprendre, il faut s'imaginer ça comme un drame à trois personnages: les Jacobins, la bourgeoisie révolutionnaire au pouvoir; le petit peuple de Paris, les sans-culottes, qui avaient mis les Jacobins au pouvoir et qui les considéraient comme leur gouvernement -- du moins estimaient-ils que c'est comme tel qu'il devait agir; enfin, les couches supérieures de la paysannerie, ceux qui produisaient pour le marché et de qui



Filippo Michele Buonarroti

donc le gouvernement dépendait économiquement pour l'approvisionnement de Paris et de l'armée révolutionnaire. Il faut bien comprendre aussi que la dictature jacobine était un régime de guerre, puisque des armées étrangères royalistes avaient envahi la France et en occupaient une partie. La guerre nourrissait l'inflation, ce qui ne faisait qu'accroître la radicalisation des masses urbaines.

La question de la paysannerie est clé pour bien comprendre la dynamique de la Révolution française. Une des premières mesures prises par les Jacobins fut d'abolir une fois pour toutes et sans indemnités les droits féodaux à la campagne. Cela ne faisait qu'entériner une situation de fait résultant de quatre ans de révolution paysanne. Mais paradoxalement, en légitimant cette révolution dans les campagnes, les Jacobins jetèrent les bases de leur propre chute, un an plus tard. Car, tant que les paysans se battaient contre l'aristocratie et pour la terre, ils poussaient la révolution en avant. Ils avaient tendance à soutenir l'aile révolutionnaire de la bourgeoisie et les masses urbaines radicales. Mais une fois qu'ils furent certains que leurs terres étaient bien à eux, la principale préoccupation de ceux qui produisaient pour le marché fut d'obtenir les prix les plus élevés pour leurs produits, essentiellement les céréales. Leurs intérêts s'assimilèrent à ceux des négociants bourgeois et des spéculateurs et s'opposèrent à ceux des travailleurs. Aussi, durant la dictature des Jacobins, la paysannerie devint-elle de plus en plus conservatrice.

Le même genre de chose s'est passé pendant la Révolution russe. Tous les paysans acclamèrent les bolchéviques quand ils leur donnèrent la terre et chassèrent les grands propriétaires. Mais beaucoup, surtout parmi les plus riches, haïssaient les communistes quand ils venaient réquisitionner les denrées alimentaires

pour la classe ouvrière des villes. On disait alors: "Les paysans aiment les bolchéviques mais détestent les communistes." Certains paysans croyaient même que les bolchéviques et les communistes étaient deux groupes différents.

Mais alors que les paysans devenaient de plus en plus conservateurs, les sans-culottes parisiens se radicalisaient. Ils réclamaient un prix maximum général pour les denrées de première nécessité et un contrôle strict sur l'économie. Et c'est parce qu'on appelle la Terreur qu'ils cherchèrent à mettre cela en place. Il faut bien comprendre que, du point de vue des masses urbaines, la Terreur avait un but essentiellement économique. Le principal mot d'ordre de Jacques Roux, surnommé le curé rouge, dirigeant des sans-culottes parisiens, était "Guerre aux accapareurs" et pas "Mort aux royalistes", dont la plupart étaient déjà en exil ou se terraient.



Maximilien Robespierre

Dans les premiers temps de la dictature jacobine, durant les mois de l'été et de l'automne 1793, les sans-culottes forcèrent le gouvernement à décréter une série de mesures économiques radicales: la peine de mort pour ceux qui spéculaient sur les céréales, un maximum général, etc. Il est possible que certains des principaux Jacobins, comme Robespierre ou Saint-Just, aient pensé que ce contrôle économique (entre autres taxation, rationnement des grains et farines) était une institution permanente. Mais le gros de la bourgeoisie qui soutenait le gouvernement ne considérait cela que comme des mesures de guerre temporaires, quelque chose qui ressemble au dirigisme économique auquel ont recours en temps de guerre les gouvernements impérialistes de l'époque moderne.

Il fallait donc que le gouvernement jacobin trouve un point d'équilibre entre les revendications radicales

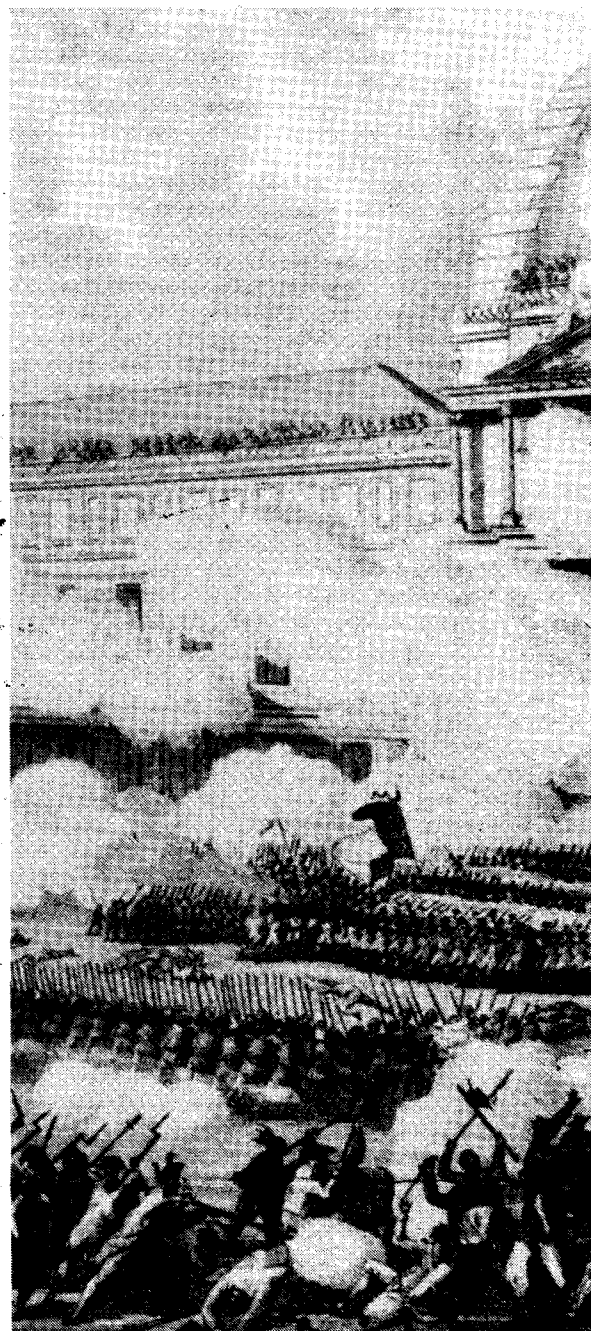
des sans-culottes à sa gauche, et le gros de la bourgeoisie et les couches supérieures de la paysannerie à sa droite. Pris au piège entre ces deux forces, le régime jacobin commença à se fractionner au cours de l'hiver 1793-94, produisant une aile droite, un centre et une aile gauche.

Le dirigeant de l'aile droite, c'était Danton; le cinéaste pro-Solidarnosc Wajda en a fait le héros d'un film anticommuniste. Je ne l'ai pas vu, mais d'après ce que j'ai pu lire, c'est un film très bizarre. Danton et ses acolytes parlent tous français, alors que Robespierre et Cie parlent tous russe [Cf. "De Solidarnosc au rejet de la Révolution française -- 'Danton' de Wajda", le Bolchévik n°39, mai 1983]. Le groupe de Danton s'appelaient les Indulgents. C'était tout à fait le nom qui leur convenait. Ils voulaient l'indulgence pour les royalistes, pour les spéculateurs, les monarchies étrangères, afin de parvenir à un règlement négocié pour qu'ils laissent la France tranquille. Bien entendu, il aurait fallu pour cela faire des concessions à la noblesse et à l'Eglise catholique.

C'est Jacques René Hébert qui dirigeait l'aile gauche des Jacobins. Il était à la tête de la Commune (gouvernement municipal) de Paris, ce qui le mettait directement sous la pression des sans-culottes. On appelait la fraction de Hébert les Exagérés. Ils voulaient appliquer la Terreur encore plus vigoureusement, renforcer et étendre le contrôle économique, taxer les riches afin de fournir des emplois pour les chômeurs et des subventions pour les pauvres, etc.

Robespierre se maintenait au centre avec les Indulgents de Danton à sa droite et les hébertistes à sa gauche. Ou comme il le disait avec son style inimitable: "Le gouvernement révolutionnaire doit voguer entre deux écueils, la faiblesse et la témérité, le modérantisme et l'excès; le modérantisme qui est à la modération ce que l'impuissance est à la chasteté; et l'excès qui ressemble à l'énergie comme l'hydropisie à la santé" (cité dans *La Révolution française*, Albert Soboul). Hélas! plus personne ne parle comme ça... C'est un art qui se perd.

Au printemps de 1794, Robespierre passa à l'action et liquida les factions jacobines de gauche et de droite. Le même mois, et Danton et Hébert, ainsi que leurs lieutenants respectifs, prirent le chemin de la guillotine. De plus, Robespierre prit une série de mesures pour affaiblir le pouvoir des sans-culottes à la base. Le résultat de tout cela fut un rétrécissement spectaculaire de la base sociale du centre jacobin. L'amertume et le ressentiment régnaient parmi les sans-culottes tandis que le gros



La prise du palais des Tuileries, résidence de Louis XVI.

de la bourgeoisie, qui était proche des Indulgents de Danton, tourna le dos au gouvernement révolutionnaire. Durant les derniers mois de son existence, la dictature jacobine était plus tolérée que soutenue. Et elle était tolérée parce que ni les sans-culottes ni la bourgeoisie conservatrice ne voulaient déstabiliser la situation tant que les armées royalistes étrangères étaient encore sur le territoire français.

Mais il ne fallut pas plus d'un mois après le départ des troupes étrangères de France pour que Robespierre tombe. Cela se passa le 9 thermidor de l'an II (27 juillet 1794). Le lendemain même, Robespierre, Saint-Just et beaucoup d'autres éminents Jacobins étaient exécutés. Les efforts que firent les partisans de Robespierre pour rallier les sans-culottes à leur défense ne rencontrèrent qu'une indifférence maussade.

Il y a dans le 9 thermidor une leçon importante à tirer pour les révolutionnaires d'aujourd'hui. Robespierre fut victime de ce que les léninistes et les trotskystes appellent un bloc pourri. Un des blocs pourris les plus fatidiques de l'histoire. A savoir que l'aile gauche et l'aile droite des Jacobins s'allièrent contre le centre. Le futur communiste Gracchus Babeuf, par exemple, était un thermidorien de gauche. Il avait été hébertiste et donc il haïssait Robespierre. Et Babeuf eut vite à regretter ce bloc avec la droite thermidorienne pour renverser la dictature jacobine. Tirez-en bien la leçon: ne faites pas bloc avec la droite contre le centre ou vous le regretterez vite.

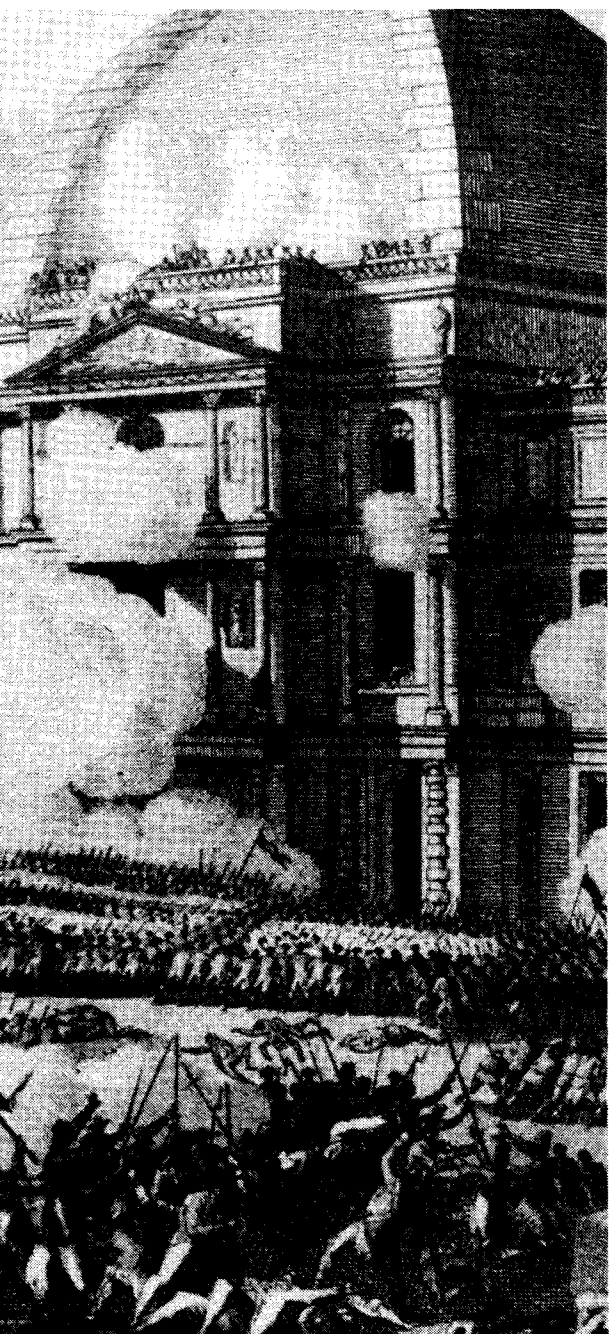
LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DE LA DICTATURE JACOBINE

La signification historique de la dictature jacobine et sa chute en thermidor ont toujours été l'objet



Réunion d'un comité révolutionnaire pendant la Terreur

A COMMUNE DE PARIS



de Louis XVI, le 10 août 1792

n'est une impossibilité historique. Que se serait-il alors passé? Le fond du programme des sans-culottes était que les couches inférieures des villes puissent avoir de la nourriture facilement et à bon marché. Est-ce que ce programme était réalisable dans la France des années 1790? On peut toujours voter des lois. On peut toujours décréter que tous les habitants des Etats-Unis recevront deux millions de dollars. Mais à votre place, je ne me précipiterais pas pour m'engager dans des dépenses. Il y a toujours des limites économiques à ce que n'importe quel gouvernement peut faire. Et la politique du régime jacobin subissait de sévères restrictions économiques. Les paysans refusaient de vendre leurs grains aux autorités gouvernementales au prix maximum qu'ils trouvaient trop bas. Au lieu de cela, ils le vendaient aux spéculateurs et aux négociants à des prix plus élevés. Ce qui s'est donc passé dans les faits, c'est que la paysannerie et la bourgeoisie commerçante ont brisé la dictature jacobine par la guerre économique.

Les sans-culottes parisiens étaient conscients de ce problème. L'un d'eux disait: "On dirait que les acheteurs s'entendent avec les fermiers pour vendre tout au plus cher, pour que l'ouvrier meure de faim" (cité dans *Les sans-culottes*, Albert Soboul). Mais que pouvaient-ils faire? Certains d'entre eux proposèrent d'installer la guillotine sur des roulettes et d'envoyer une armée révolutionnaire dans les campagnes. Autrement dit, terroriser la paysannerie pour avoir de la nourriture à bon marché. Le programme des sans-culottes menait donc à la guerre civile entre d'une part le prolétariat et les artisans des villes et d'autre part une large couche de la paysannerie. Les sans-culottes n'avaient pas le poids social et économique ou même la cohésion nécessaire pour imposer leur volonté à la société française. Et la contre-révolution qui s'ensuivit aurait bien pu aller encore plus loin que Thermidor.

La dictature jacobine ne fut et ne pouvait être qu'une phase temporaire de la révolution au cours de laquelle les masses plébéiennes des villes détruisirent la résistance de l'ordre féodal. Mais c'est tout ce que cela pouvait être. Voici ce que Marx en dit en 1847: "Si le prolétariat renverse le pouvoir politique de la bourgeoisie, sa victoire n'est que passagère, qu'un élément au service de la révolution bourgeoise elle-même comme ce fut le cas en l'an 1794. Il en est ainsi tant qu'au cours de l'histoire les conditions

matérielles ne sont pas créées pour rendre nécessaire l'élimination du mode de production bourgeois, et donc aussi le renversement définitif du règne politique bourgeois. La Terreur ne devait donc servir qu'à balayer, grâce à ses puissants coups de boutoir, les ruines féodales du champ de la France. Il eût fallu des décennies entières à la bourgeoisie timorée et toujours conciliante pour mener à terme cette besogne: l'intervention sanglante du peuple hâta donc le processus" ("*La Critique moralisante et la morale critisante*", *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 11 novembre 1847 [cité dans *Le mouvement ouvrier français*, Editions Maspero]).



Gracchus Babeuf

La dictature jacobine ouvre aussi une question plus fondamentale sur la relation entre le marxisme et les différents courants socialistes qui l'ont précédé. Les sans-culottes parisiens, dans la mesure où ils avaient un programme à long terme, aspiraient à créer une sorte de société idéale rousseauiste. A savoir que personne ne pouvait posséder plus d'une boutique, d'un atelier ou d'une seule ferme. Le programme des sans-culottes tendait à stopper le développement économique du capitalisme dans les intérêts d'une version idéalisée de commune artisan-paysanne.

Quelques années plus tard en Angleterre, une tendance similaire est apparue, sous une forme encore plus spectaculaire -- le soulèvement des luddites. C'étaient des artisans tisserands ruinés par l'avènement de nouvelles machines et de nouvelles usines. Alors qu'est-ce qu'ils ont fait? Ils ont détruit les nouvelles machines. Ils ont même été jusqu'à

attaquer une usine et essayer de la démolir brique par brique. On peut bien avoir de la compassion pour le triste sort des luddites et condamner et haïr le gouvernement réactionnaire qui les a écrasés. Fait intéressant, il se trouva un membre de la Chambre des lords pour les défendre. C'était le poète George Gordon Byron. Dans un de ses célèbres discours, lord Byron raille l'armée britannique parce qu'elle avait envoyé plus de soldats dans les Midlands pour réprimer les luddites qu'elle n'en avait pour combattre Napoléon en Espagne.

Mais la solution progressiste au chômage et à la misère n'est pas la destruction des machines nouvelles. Une des choses qui a fait le génie de Marx, c'est son réalisme entêté, le fait qu'il ait compris que la bourgeoisie était progressiste et révolutionnaire non seulement par rapport à l'aristocratie féodale, mais aussi par rapport au prolétariat artisan pré-industriel qui cherchait à préserver ses méthodes primitives de fabrication. Dans sa *Critique du programme de Gotha*, en 1875, Marx résumait la façon dont il voyait l'histoire moderne: "La bourgeoisie est ici considérée comme une classe révolutionnaire, -- en tant qu'elle est l'agent de la grande industrie, -- vis-à-vis des féodaux et des classes moyennes résolu à maintenir toutes les positions sociales qui sont le produit de modes de production périmés [...].

"D'autre part, le prolétariat est révolutionnaire vis-à-vis de la bourgeoisie parce que, issu lui-même de la grande industrie, il tend à dépouiller la production de son caractère capitaliste que la bourgeoisie cherche à perpétuer" (Karl Marx, "*Critique du programme de Gotha*", *Oeuvres choisies*).

BABEUF ET LA CONJURATION DES EGAUX

Après la chute de la dictature jacobine le 9 thermidor, les choses évoluèrent rapidement à droite. Il ne fallut pas six mois pour que le maximum soit aboli. La terreur blanche sévissait contre les Jacobins, surtout en province où ils étaient moins forts. A peu près un an après la chute de Robespierre, les sans-culottes parisiens, dont les dirigeants avaient été soit exécutés soit emprisonnés, s'insurgèrent contre le nouveau régime conservateur bourgeois et furent écrasés. Ce fut le dernier soulèvement des masses parisiennes.

Au même moment, le parti royaliste gagnait du terrain. C'est une

Suite page 8

de débats dans le mouvement marxiste, depuis les premiers écrits de Marx et d'Engels sur la question dans les années 1840. Si vous connaissez un peu le trotskysme, vous savez que Trotsky a utilisé l'analogie historique avec Thermidor pour expliquer la dégénérescence stalinienne de la Révolution russe. Le point fondamental c'est que Thermidor était une contre-révolution politique et non sociale. L'oeuvre essentielle de la dictature jacobine, l'éradication des rapports féodaux à la campagne, était irréversible. La noblesse et le clergé n'ont jamais récupéré leurs terres. Pas même sous l'Empire napoléonien. Pas même sous la Restauration. En 1815, les armées royalistes étrangères réimposèrent la superstructure politique de la monarchie absolue en France, mais pas la base économique féodale. Depuis 1793, la France est un pays qui a beaucoup de petits propriétaires paysans -- trop d'ailleurs. C'est pourquoi l'analogie avec le Thermidor français éclaire bien l'analyse trotskyste de la contre-révolution politique de 1924 en Russie soviétique.

Dans les lectures préparatoires à cette journée d'étude, j'ai recommandé le livre d'Albert Soboul, historien stalinien français aujourd'hui décédé. Pourtant, l'analyse que fait Soboul de la dictature jacobine a certaines faiblesses. Il explique très bien comment la répression menée par Robespierre contre les sans-culottes à sa gauche a jeté les bases de sa propre défaite par la bourgeoisie conservatrice quelques mois plus tard. Mais il ne considère pas l'autre aspect de la question. Est-ce que la dictature jacobine aurait pu survivre si elle avait eu une politique différente?

Supposons que ce soient les hébertistes qui aient gagné et non Robespierre, ou que Robespierre ait adopté le programme des sans-culottes. Aucune de ces deux suppositions



Mars 1871 -- Après la rébellion de la garde nationale contre les tentatives du gouvernement bourgeois de Thiers pour la désarmer, les ouvriers forment un gouvernement révolutionnaire. De la Commune, Engels dira: "C'était la dictature du prolétariat." Trois mois plus tard, l'armée allemande laissait les troupes de Thiers entrer à Paris. 20000 communards furent massacrés.

Révolution française...

Suite de la page 7

sorte de loi des révolutions et des contre-révolutions qu'un gouvernement qui écrase les forces qui sont à sa gauche renforce toujours celles qui sont à sa droite. Le camarade Foster demain va parler de comment les sociaux-démocrates ont écrasé la révolution prolétarienne en Allemagne en 1919-1923. Il va expliquer comment cela a déclenché un enchaînement d'événements qui ont conduit à la victoire du fascisme dix ans plus tard et, en conséquence, à la destruction de la social-démocratie. On a constaté la même dynamique dans la France post-thermidorienne, bien qu'elle n'ait pas été jusqu'à son terme. Les royalistes gagnaient du terrain, en partie parmi les masses désillusionnées par la révolution. "Cela marchait mieux avec les Bourbons", disaient-ils, et en fait c'était vrai. En octobre 1795, six mois après l'écrasement de l'insurrection des sans-culottes, les royalistes lancèrent une insurrection contre le gouvernement conservateur bourgeois. C'est le général Napoléon Bonaparte qui y fit échec. Le gouvernement thermidorien, qui cherchait un contre-poids au danger royaliste grandissant, amnistia tous les prisonniers politiques. Les Jacobins qui restaient retrouvèrent ainsi la liberté.

C'est ce qui permit que s'organise la Conjuraction des Egaux de Babeuf, le dernier et le plus remarquable de tous les événements de la Révolution française. Malgré ce que le nom pourrait laisser penser, nous n'avons pas affaire à un petit groupe de fanatiques. C'était la gauche jacobine qui voulait dire son dernier mot. Voilà des gens qui avaient dirigé les masses ou pris une part importante au gouvernement durant et avant la dictature jacobine. Ils jouissaient encore d'un assez important soutien populaire. Il n'y avait probablement pas une rue dans les quartiers pauvres de Paris où Babeuf, Darthé, Buonarroti et les autres n'aient pu trouver à se cacher. Le régime dans la prison où Babeuf était enfermé après Thermidor était assez libéral. Après le repas, les Jacobins avaient le droit de se rassembler pour chanter des chants révolutionnaires. Beaucoup de Parisiens se regroupaient alors autour de la prison pour chanter avec eux. C'est une belle image.

En prison, Babeuf avait réfléchi sur le cours de la révolution et était parvenu à la conclusion que c'était la propriété privée le véritable ennemi de l'humanité. Il comprit que la division fondamentale dans la société n'était plus entre les aristocrates et le peuple, entre les royalistes et les républicains, mais entre les riches et les pauvres, les exploités et les exploités. Comme il l'écrivit début 1795: "L'un veut la république d'un million qui fut toujours l'ennemi, le dominateur, l'exacteur, l'oppresser, la sangsue des vingt-quatre autres; du million qui se détecte depuis des siècles dans l'oisiveté aux dépens de nos sueurs et de nos travaux; l'autre parti veut la république pour ces vingt-quatre derniers millions qui en ont fondé les bases, les ont cimentées de leur sang, nourrissent, soutiennent, pourvoient la patrie de tous ses besoins, la défendent et meurent pour sa sûreté et sa gloire" ("Million doré et ventre creux", Textes choisis, Editions sociales).

La solution de Babeuf était une version pré-industrielle du communisme. Il faut se souvenir que nous avons affaire à une société où l'on ne voyait pas l'intérêt d'avoir une économie à grande échelle. Sa conception était que les artisans continuent à travailler comme ils l'avaient toujours fait, que les paysans continuent à produire comme ils avaient toujours produit, mais que leur production soit centralisée dans des magasins d'Etat et répartie sur une base égalitaire. C'était un communisme de la répartition -- la communauté des biens -- et non la communauté des moyens de production.

C'était bien sûr la faiblesse centrale de la vision de Babeuf. Mais

ce qui donne tellement d'intérêt à la conjuration de Babeuf, c'est que, pour la première fois, un groupe de révolutionnaires, même si c'est au tout début de la société bourgeoise, s'est adressé à la question de la relation entre la révolution communiste et la démocratie bourgeoise. Les babouvistes comprenaient bien qu'un gouvernement basé sur le suffrage universel -- c'était à l'époque un crime capital de s'en faire l'avocat -- serait certainement plus radical que le régime conservateur post-thermidorien existant. Mais ils savaient aussi que les masses paysannes n'étaient pas pour le communisme et que c'étaient eux qui éliraient un gouvernement basé sur le suffrage universel. Les babouvistes comprirent donc empiriquement que les sans-

9 thermidor
(27 juillet 1794)
A l'Hôtel
de ville
la chute de
Robespierre



culottes parisiens étaient plus radicaux, plus ouverts au communisme que les masses paysannes. Ils voyaient cette différence non comme un conflit d'intérêts économiques mais plutôt en termes idéologiques. Le prolétariat artisan de Paris était "éclairé", influencé par les doctrines révolutionnaires; les paysans n'avaient pas d'instruction, n'étaient pas "éclairés", étaient encore sous la coupe des curés.

Puisque les babouvistes étaient à la fois pour la démocratie et pour le communisme, comment réussissaient-ils à concilier les deux? Leur solution était une dictature temporaire du parti révolutionnaire sanctionnée démocratiquement par les sans-culottes parisiens mais pas par la paysannerie. Ce que les babouvistes projetaient concrètement, c'était de rassembler les masses parisiennes insurgées et victorieuses, qui les mandateraient à la tête de l'Etat pour six mois ou un an. Ils commençaient à prendre les premières mesures menant au communisme. Tous, y compris les paysans, verraient que c'était une bonne chose et on pourrait donc à relativement court terme introduire la démocratie politique totale. Les babouvistes ont donc été les premiers aux prises avec un problème qui a pris dans l'histoire, selon le terme de Marx, le nom de dictature du prolétariat.

Le programme de Babeuf était utopique; mais en tant qu'insurrection populaire, je crois que la Conjuraction des Egaux aurait pu gagner. Le régime conservateur du Directoire était très impopulaire. En avril 1796, une unité de l'armée, stratégiquement bien placée à Paris et dans laquelle les babouvistes avaient des partisans, se mutina. Mais la direction babouviste laissa passer le moment décisif et la mutinerie fut isolée et écrasée. Peu de temps après, un agent provocateur trahit les dirigeants de la conjuration. Ils furent arrêtés et leur procès fut le procès politique le plus retentissant de l'époque. C'est, à propos, le premier procès de ce genre qui fut intégralement transcrit en sténo. La défense de Babeuf fut en un sens le premier Manifeste communiste.

Il y a une version anglaise: *The Defense of Gracchus Babeuf* (Schocken 1972) et je vous encourage à la lire. Babeuf et Darthé furent condamnés à mort et moururent courageusement pour leurs convictions.

BUNARROTI ET L'HERITAGE BABOUVISTE

Après l'écrasement de la Conjuraction des Egaux, le gouvernement ne cessa d'aller à droite, ce qui culmina dans le coup d'Etat militaire du général Napoléon Bonaparte en 1799. Quelques années plus tard, Napoléon se déclarait empereur. L'empire napoléonien eut des effets contradictoires en France et en Europe. En France, cela représentait un renforcement de la réaction.

dans la France de la Restauration et dans l'Europe de la Sainte-Alliance de Metternich. Au début des années 1820, Buonarroti vivait en Suisse, gagnait sa vie comme professeur de musique et tentait de recruter ses élèves à ses idées politiques. L'un d'eux raconta son étonnement total lorsque Buonarroti lui révéla ses buts politiques: "La république! Qui pourrait aujourd'hui vouloir la rétablir en France? Qui pourrait en toute bonne foi y travailler avec un quelconque espoir de réussir?" "Moi", répondit Buonarroti" (*The First Professional Revolutionist, Filippo Michele Buonarroti, 1761-1837*, Elizabeth L. Eisenstein, 1959).

En 1828, Buonarroti publia une histoire de la Conjuraction des Egaux de Babeuf qui devint la bible des

révolutionnaires. La révolution de 1830 changea un peu les choses et Buonarroti, qui avait alors plus de 70 ans, revint à Paris. Là, il eut l'occasion d'influencer une nouvelle génération de révolutionnaires, dont le plus éminent est Louis Auguste Blanqui. Dans les années 1830 à Paris, il y avait des dizaines de milliers d'ouvriers allemands, essentiellement des artisans journaliers. Buonarroti influença ces ouvriers allemands dans une organisation qui s'appelait la Ligue des bannis. Elle prit plus tard le nom de Ligue des justes. C'est cette organisation d'artisans communistes allemands que rejoignirent en 1847 deux jeunes intellectuels révolutionnaires, Karl Marx et Friedrich Engels, et c'est pour cette organisation qu'ils écrivirent le *Manifeste communiste*.

En 1815, la monarchie des Bourbons fut restaurée en France. Mais la révolution bourgeoise y avait été faite à la base d'une manière irréversible. Il semblait superficiellement que l'ordre ancien avait été restauré. A cette époque de l'histoire, le régime jacobin de 1793-94 semblait avoir été une aberration historique, quelque chose qui ne pouvait pas et qui ne se produirait jamais plus. La plupart des vieux Jacobins ou même des babouvistes qui avaient survécu s'étaient réconciliés avec l'Empire ou étaient tombés dans l'oubli. Robespierre était présenté comme un monstre dépravé et l'on ne parlait plus des forces qui avaient été à sa gauche.

C'est alors qu'on arrive à la partie la plus remarquable de toute cette histoire. Car pendant l'Empire et la restauration des Bourbons, un homme essaya de maintenir en vie le programme et l'organisation communistes. C'était un Italien, descendant de Michel Ange, nommé Filippo Michele Buonarroti. Il avait aidé le régime jacobin et plus tard avait été un dirigeant de la Conjuraction des Egaux. Durant les quarante années qui suivirent l'écrasement de la conjuration, Buonarroti organisa une succession de groupes clandestins de propagande communiste.

J'ai du mal à vous faire comprendre à quel point ce programme pouvait sembler sans espoir et don- quichottiste

LE MARXISME ET LA FRANCE REVOLUTIONNAIRE

A la veille des révolutions de 1848, Marx et Engels pensaient que la société bourgeoise s'était suffisamment développée pour assurer, après une révolution démocratique radicale, une transition au communisme relativement graduelle, harmonieuse et pacifique. C'est la conception qui est derrière le *Manifeste communiste*.

Dans sa phase initiale, la révolution de février 1848 à Paris semble correspondre aux prédictions de Marx. Les masses ouvrières se sont soulevées, ont chassé l'armée royaliste, ont envahi et dispersé le parlement croupion et créé ce qu'on appela alors une "République sociale". C'est littéralement à la pointe des baïonnettes qu'ils forcèrent le gouvernement provisoire radical petit-bourgeois à proclamer le droit au travail. Pourtant, les ouvriers parisiens, qui étaient encore en grande partie constitués d'artisans et non un prolétariat industriel, permirent que se tiennent des élections au suffrage universel masculin. Cela donna à la paysannerie l'arbitrage de la révolution. Et les circonscriptions paysannes réélirent tous les monarchistes qui

Suite page 11

Carnage sioniste au Sud-Liban

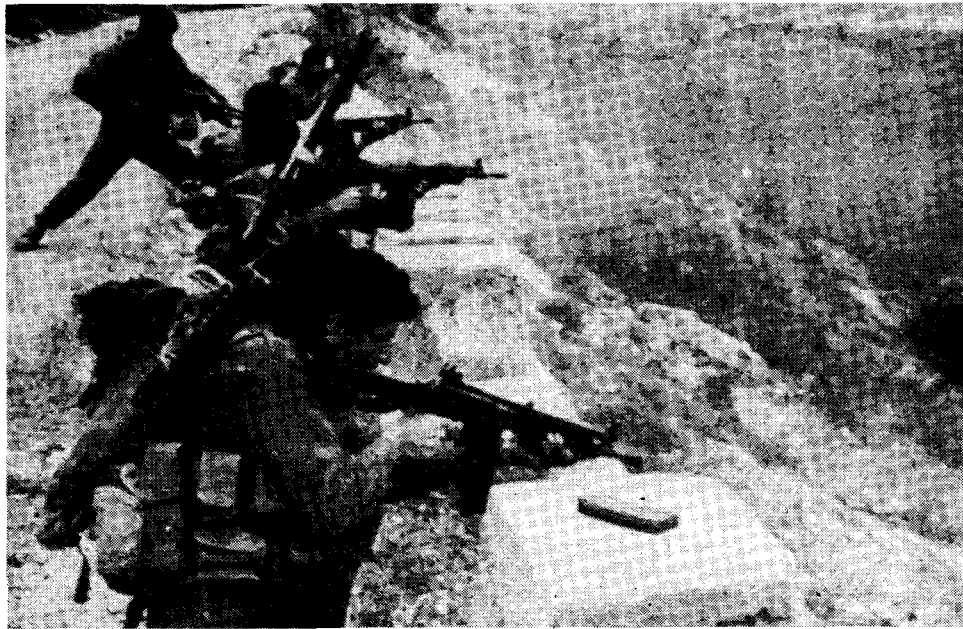
C'est une "retraite en ordre" style israélien. L'armée disait qu'elle terminait son aventure libanaise, quittant le Litani pour aller vers le sud, première phase du plan de "retrait des troupes". En fait, un peu avant l'aube du 11 mars, ils font irruption dans le village chiite de Zrariyé au Liban du Sud. Un millier de soldats israéliens, soutenus par deux cents tanks et blindés, l'artillerie et des hélicoptères, viennent vite à bout de la poignée de soldats et miliciens libanais. Ils sèment la terreur et ravagent le village coupé du monde pendant quatorze heures. Quand les journalistes pourront finalement se rendre sur place, ils constateront le macabre travail: l'armée israélienne a agi comme les escadrons de la mort *contras* du Nicaragua, auxquels d'ailleurs Israël fournit des armes. Au moins quarante cadavres, et on en découvre d'autres par la suite. Selon le *New York Post* (12 mars): "On a utilisé la baïonnette et il y a plusieurs corps éventrés le long de la route." La grande majorité des victimes sont des civils sans armes, comme cet homme d'âge moyen mitraillé au volant d'une camionnette chargée de citrons, sur la route qui mène au village. Plus d'une vingtaine de voitures détruites, soit par explosion soit broyées par les chars. On a retrouvé des corps écrasés à l'intérieur.

En juin 1982, l'opération "Paix en Galilée", comme ils l'appellent, était annoncée comme une promenade de santé d'environ 30 à 40 km, soi-disant pour protéger la partie Nord d'Israël des attaques des rebelles palestiniens. (Le fait que, dans les onze mois précédents, aucun civil israélien n'ait été blessé dans des échanges de tirs sporadiques à la frontière n'était pas le problème pour les sionistes -- ils avaient autre chose en tête.) En effet, comme l'a dit au début de l'invasion le chef d'état-major israélien de l'époque, Raïfael Eitan: "Vous ne vous imaginez tout de même pas que nous avons construit cette fantastique armée avec l'intention de ne pas nous en servir." Le véritable plan des Israéliens, c'était une "opération cèdres": l'aspirant *Führer* Ariel Sharon se vantait en privé qu'avec sa *Blitzkrieg* il atteindrait Beyrouth en 48 heures. Ce que cherchaient les sionistes, c'était la "solution finale" au "problème" palestinien, "purifier" le Liban de l'OLP, porter un coup fatal aux Syriens, faire rentrer le Liban dans le droit chemin et, en prime, s'arroger un petit *Lebensraum* [espace vital] dans le Sud du Liban.

IMPITOYABLES DANS LA DÉFAITE

Cela fait maintenant trois ans que ça dure et l'armée israélienne est toujours embourbée au Liban. L'économie a été saignée à blanc, l'armée est démoralisée par le nombre croissant de ses pertes; la population manifeste contre la guerre et, aux frontières d'Israël qui ne cessent de s'étendre, il y a moins de sécurité que jamais. Ils se sont faits des ennemis mortels des chiïtes du Liban du Sud qui, au départ, les avaient accueillis à bras ouverts dans l'espoir de se débarrasser des Palestiniens. Si les Israéliens pensent que les tirs sporadiques de l'OLP au-dessus de la frontière étaient quelque chose de terrible, ils n'ont pas encore vu de quoi un demi-million de chiïtes enragés sont capables. Le Liban a été une débâcle politique pour les sionistes. L'occupation "botte de fer" style nazi n'a pas marché. Israël est alors passé au "poing de fer", mais ils ont fourré la main dans un nid de guêpes. Ils auraient dû demander conseil aux baasistes d'Irak ou aux Américains qui leur auraient dit qu'il ne faut pas rigoler avec les chiïtes.

Le 4 mars, à Maaraké, à une douzaine de kilomètres de Tyr, une bombe explose devant un bâtiment religieux chiite faisant quinze victimes dont deux importants chefs de la



En se retirant, l'armée israélienne est bien décidée à mettre le Sud-Liban à feu et à sang.

guérilla. Il est pratiquement certain que la bombe a été posée par les troupes israéliennes venues la veille mener une opération de ratissage. Une cinquantaine de personnes se rassemblent à l'hôpital local pour donner du sang à la demande des services de secours; l'armée israélienne les attaque, lançant sur eux des grenades offensives et tirant dans les plafonds. Les donneurs de sang sont pris, frappés, arrêtés. Selon les témoins, 25 hommes, les yeux bandés, les mains attachées derrière le dos, sont forcés de rester dehors à genoux dans la poussière pendant plusieurs heures. Certains sont emmenés attachés sur des blindés. Quant au directeur de l'hôpital, il est sauvagement battu dans la salle des urgences.

Le 10 mars, un commando suicide attaque un convoi de l'armée israélienne sur le territoire libanais près de la frontière et fait douze morts. Dans les douze heures qui suivent, les Israéliens commencent un barrage d'artillerie contre Zrariyé. Les ambulances de la Croix-Rouge et les journalistes qui cherchent à approcher de la ville pendant l'opération sont attaqués au mortier. Les troupes israéliennes entrent dans Zrariyé comme les SS sont entrés en Ukraine. Un témoin raconte que les soldats, dont certains sont accompagnés de chiens, fouillent la ville pour y trouver les hommes, pendant que les blindés, à coup de haut-parleurs, ordonnent à tous les hommes de se rassembler sur la place du village. Là est lue une liste de noms vérifiée par un informateur en cagoule. Un peu plus tard, la cagoule sera arrachée -- l'informateur est apparemment un membre d'Amal, la milice chiite, qui a été capturé. Environ deux cents hommes sont emmenés, d'après le *Washington Post* (13 mars), dans des cars, vers la torture, la mort ou les camps de concentration. Comme le dit tout à fait justement le professeur Edward Said, membre du Conseil national palestinien, c'est la politique nazie de "punition collective": "Ils vont dans un village sur la base de la rumeur qu'il y aurait un terroriste; ils font sauter trois maisons, rassemblent tous les jeunes hommes du village, les fusillent ou les envoient dans des camps de concentration. Ils emmènent quinze ou vingt personnes et les ramènent ou ne les ramènent pas [...]. C'est exactement ce que les nazis ont fait pendant la Deuxième Guerre mondiale dans des pays comme la France, la Grèce ou la Tchécoslovaquie" (Interview de *WBAI News*, 16 mars). Cette sauvagerie n'est pas seulement le fait de quelques bonapartistes à la Ariel Sharon, c'est la politique de tout l'*establishment* sioniste. Rabin, ministre de la "défense" travailliste, a qualifié le carnage de Zrariyé d'"opération de première classe". Tombée la façade des "forces israéliennes de défense", ô combien morales, agissant sous le sceau de la

"pureté des armes". Finis les massacres camouflés ou mis sur le compte de bavures violant les normes de l'armée israélienne. Le masque est tombé. Le sionisme c'est la terreur; et les troupes de choc israéliennes veulent le faire savoir à tous leurs "ennemis". Le "peuple élu" a fait comprendre à tout le monde que Iahvé est effectivement un dieu vengeur.

Partout dans le Sud du Liban, les gens racontent la même chose. Les Israéliens mélangent le grain, le sucre et la farine ou versent du kérosène dans l'huile de cuisine pour détruire l'alimentation de la population. Les soldats entrent dans les mosquées, lâchent leurs chiens, arrachent les pages du Coran et les piétinent. Il faut vraiment avoir l'arrogance de la "race des seigneurs" des sionistes pour penser que toute cette sauvagerie peut rester impunie. Les Israéliens ont tourné toute la population chiite contre eux.

Un habitant de Tyr, faisant remarquer qu'on avait un moment considéré les Israéliens comme des héros, disait: "Mais aujourd'hui, la chasse est ouverte contre eux et même les vieux sont prêts à être des martyrs" (*Washington Post*, 21 février). Les Israéliens ont poussé toute la population de leur frontière nord à les haïr et à se tourner de plus en plus vers les intégristes chiïtes, les Hezbollah. "Cela a été créé de toutes pièces par les Israéliens", remarquait un officier de renseignements occidental, "Ici il n'y avait jamais eu une telle ferveur religieuse avant" (*New York Times*, 10 mars). Le nombre de pertes israéliennes ne cesse d'ailleurs d'augmenter régulièrement -- 130 morts par faits de guérilla rien que dans le Sud du Liban.

En Israël, la population gémit sous le poids de l'énorme machine de guerre: près des deux tiers du budget national sont consacrés, directement ou indirectement, aux dépenses militaires. L'an dernier, l'inflation est montée à mille pour cent et a été suivie d'un strict contrôle des salaires. Tout cela, malgré les massives subventions américaines: en 1983, un tiers de l'aide US aux pays étrangers ainsi que le quart de l'aide militaire étrangère sont allés à l'Etat d'Israël. Si c'était le Mexique, le département d'Etat l'aurait envoyé se faire voir au Fonds monétaire international depuis longtemps. Mais les Etats-Unis ont été jusqu'à lever toutes les barrières douanières sur les échanges commerciaux avec Israël jusqu'en 1995. C'est faire d'Israël le 51ème Etat. D'ailleurs, la seule monnaie qui compte en Israël, c'est le dollar. Les impérialistes US préfèrent sans aucun doute une alliance antisoviétique plus large dans la région, qui comprendrait aussi les émirats arabes et les colonels, mais ils s'accrochent aux hyènes sionistes qui sont leurs meilleurs alliés pour l'instant.

Mais c'est la démoralisation qui ne cesse de s'étendre dans l'armée qui a convaincu les sionistes qu'il fallait arrêter l'hémorragie et se retirer du Liban. On entend un peu partout: "Israël n'est pas un Etat qui a une armée, c'est une armée qui a un Etat." Tout le monde a un frère, un père ou un fils dans l'armée. Les prisons militaires regorgent de déserteurs. Comme le disait Zeev Schiff, premier correspondant militaire d'Israël: "Ce que les gens qui ont commencé cette guerre ont fait à l'armée israélienne est impardonnable. On ne parle plus de 'ce que l'armée israélienne défend', mais de 'qui défend l'armée israélienne'. On voit ce qui a changé surtout dans les yeux des soldats. Ils ont un regard qui me rappelle celui des soldats américains dans les derniers temps de la guerre du Vietnam. Le regard de soldats et d'officiers qui savent que leurs chances de gagner au Liban sont moins que négligeables" (*New York Times*, 20 février).

La machine de guerre sioniste connaît des revers, ne réussit pas à atteindre ses buts -- et elle est dangereuse dans la défaite. Dans les coulisses, de fanatiques Sharon attendent de passer à la vitesse supérieure et sont prêts à tout pour "venger le Liban".

ISRAEL DANS LE BOURBIER LIBANAIS

Le Liban est une formidable débâcle pour les sionistes tout comme il l'a été pour les projets de Reagan et Mitterrand d'en faire un point chaud de leur guerre froide antisoviétique. Les "pacificateurs" impérialistes français et américains de la force d'interposition ont sauté et les Israéliens se sont retrouvés dans le pétrin. Ils ont essayé de faire gouverner le pays par Amine Gemayel, le frère du fils du père fascisant, celui qui a fondé la dynastie/mafia des phalanges chrétiennes maronites. Mais ce président fantoche ne peut même pas contrôler ses propres bandits phalangistes et ceux-ci ne peuvent pas policer le Liban. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est massacrer les réfugiés palestiniens sans défense. Gemayel est allé se vendre aux pires ennemis des sionistes, les Syriens. Le "territoire de Haddad" n'est plus et l'armée du Sud-Liban, triée sur le volet par Israël, a pratiquement disparu. Ceux qui n'ont pas été assez prévoyants pour aller s'installer en Israël sont liquidés par la population locale dès que les troupes israéliennes sont parties. Les autres, on n'en entend plus parler. Au lieu d'avoir les Palestiniens à leur frontière nord, les Israéliens ont maintenant une masse de chiïtes qu'ils ont transformés en fanatiques pro-Khomeiny enragés et assoiffés de vengeance.

Suite page 11

SPARTACIST

Déclaration de la tendance spartaciste

L'ennemi principal est dans notre propre pays!

8 F le numéro (port inclus)

SPARTACIST

Troupes israéliennes et impérialistes hors du Liban!

Proche-Orient:

Ecrasez la Pax Américaine anti-soviétique

Organe du comité exécutif international de la tendance spartaciste internationale

Commande : Le Bolchévik
B.P. 135-10 - 75463 Paris cédex

Apartheid...

Suite de la page 1

à la maison d'un conseiller municipal [...]. Quatre véhicules de police ont été sérieusement endommagés à Galeshewe. La township de Kimberley, où quatre écoles secondaires ont été fermées jusqu'au 10 avril. A Kwanobuhle, près de Uitenhage, plusieurs maisons de policiers noirs ont été incendiées et dix-sept mille élèves ont boycotté les cours" (le Monde, 24-25 mars).

LIBERATION IMMEDIATE DES 16 DE L'UDF ET DE TOUS LES MILITANTS ANTI-APARTHEID EMPRISONNES!

Dans le même temps, le régime de domination blanche frappe à la tête. Perquisitions dans les locaux et appartements appartenant à l'UDF. Interdiction de toute réunion pour 29 organisations affiliées à l'UDF. Arrestation, les 27 et 28 mars, de 24 militants par la police du bantoustan du Ciskei, des fantoches aux ordres du pouvoir raciste sud-africain. Et 16 dirigeants de l'UDF, dont huit arrêtés en mars, sont inculpés de "haute trahison". Leur procès doit débuter le 20 mai prochain. C'est leur vie qui est en jeu!

Parmi les personnalités récemment arrêtées, Albertina Sisulu, 66 ans, présidente de l'UDF et épouse de l'ancien secrétaire général de l'African National Congress (ANC) Walter Sisulu. Ce dernier, tout comme Nelson Mandela et d'autres dirigeants de l'ANC, croupit depuis plus de vingt ans dans ces prisons sud-africaines où l'on torture et assassine; il a été condamné à la prison à vie lors des procès pour "haute trahison" organisés après le massacre de Sharpeville. Les récentes arrestations évoquent celles de 156 dirigeants et militants de l'ANC en 1956. Afin de contrer le soutien croissant à la campagne pacifiste de l'ANC contre l'accroissement de la répression dans les années cinquante, le régime entraîna pendant cinq ans l'ANC dans une série de procès. Finalement, en 1961, même les propres tribunaux de l'apartheid reconnurent l'innocence des trente derniers accusés.

Parmi les dirigeants de l'UDF arrêtés figurent aussi les responsables du plus important syndicat affilié, le South African Allied Workers Union (SAAWU). Créé en 1979, le SAAWU, qui prône une politique de non-exclusivisme racial, est issu d'une scission du Black Allied Workers Union, un syndicat influencé par le mouvement de la "conscience noire". Le SAAWU se considère "autant comme un mouvement de masse que comme un syndicat". Il a été très actif dans des luttes anti-apartheid dépassant les questions purement syndicales; en particulier, il a combattu l'oppression exercée par les pantins de l'apartheid qui règnent sur le bantoustan du Ciskei, où beaucoup de membres du SAAWU sont obligés de vivre. Le SAAWU a lui-même scissionné début 1984, donnant naissance à un groupe basé à East London et dirigé par Thozamile Gqweta, président du SAAWU, et à un groupe basé à Durban et dirigé par l'ancien secrétaire général du SAAWU, Sam Kikine. Gqweta, 31 ans, est

le dirigeant syndical noir le plus persécuté d'Afrique du Sud; il a été emprisonné au moins neuf fois et a échappé de peu à plusieurs tentatives d'assassinat. C'est un des huit dirigeants de l'UDF qui ont été inculpés de "haute trahison" l'année dernière. Kikine est lui aussi parmi les personnalités récemment arrêtées.

La principale menace pour le régime de Botha, ce sont les syndicats qui lient la puissance du mouvement ouvrier organisé à la lutte plus générale contre l'esclavage de l'apartheid, même si cela se fait sous les auspices de l'UDF, avec sa perspective de collaboration de classes et sa politique libérale utopique de "changement pacifique". Libération immédiate de Mandela, de Sisulu, des 16 de l'UDF et de tous les militants anti-apartheid emprisonnés!

LA REVOLUTION OUVRIERE VENGERA SHARPEVILLE ET LANGA!

L'UDF, coalition front-populiste composée de plus de 600 organisations (qui vont de syndicats noirs à des associations de commerçants et des clubs sportifs), a été formé en août 1983, en opposition à la nouvelle constitution de la domination blanche qui a élevé P.W. Botha au rang de "président de l'exécutif" avec des pouvoirs dictatoriaux. En même temps, et afin de diviser les non-Blancs d'Afrique du Sud, la constitution créait pour les minorités métisses et indienne des "parlements" croupions ethniques et sans aucun pouvoir; par ailleurs, elle renforçait la privation totale de droits politiques pour les 23 millions de Noirs -- presque les trois quarts de la population.

L'UDF a organisé des boycotts massifs de ces élections bidons. Le succès de ces boycotts a humilié Pretoria. Par la suite, les manifestations contre les hausses des loyers qui ont éclaté dans les townships misérables du cœur industriel de l'Afrique du Sud, près de Johannesburg, se sont heurtées à une répression d'une violence sauvage, avec, fait sans précédent, l'utilisation de l'armée. L'ampleur de la répression rappelle le massacre de Sharpeville dont on commémorait en mars le 25ème anniversaire. Le 21 mars 1960, le Pan-Africanist Congress (PAC), une scission anticommuniste de l'ANC, appelait à une journée nationale de protestation contre les lois sur le pass (passeport intérieur). Ces lois dépouillent les Africains noirs de leurs droits élémentaires et en font des étrangers et des domestiques dans leur propre pays. A Sharpeville, une township noire près de Johannesburg, 69 manifestants sans armes furent assassinés et 186 autres blessés. Par la suite, l'ANC et le PAC furent tous deux interdits, leurs dirigeants pourchassés, emprisonnés et assassinés; après ça, la lutte anti-apartheid a marqué le pas durant une dizaine d'années.

Mais pendant ces dix ans d'un puissant géant, les six millions d'ouvriers qui forment le prolétariat noir d'Afrique du Sud, acquérait la force, l'organisation et la confiance en soi nécessaires pour briser les chaînes de l'apartheid. Avec le développement d'un mouvement syndical noir, encore dans l'enfance mais potentiellement explosif, le coup de tonnerre des grèves de Durban, en 1973, secouait



"AZAPO socialiste contre le capitaliste Kennedy", "A bas la CIA, Kennedy, l'oppression et le capitalisme!" L'accueil réservé à Ted Kennedy en Afrique du Sud n'a pas manqué d'inquiéter les cercles libéraux de la bourgeoisie impérialiste.

le silence de l'après-Sharpeville. L'année dernière, les manifestations des townships ont fait tâche d'huile dans les usines et les mines du Rand. A la mi-septembre, les fondements économiques de l'apartheid ont été ébranlés quand la première grève légale (selon le code du travail corporatiste de l'Afrique du Sud) a explosé dans les mines d'or en batailles rangées avec les forces armées. Début novembre, on a vu l'action la plus significative: les syndicats noirs se sont joints aux écoliers et lycéens dans une grève générale qui a paralysé pendant deux jours la ceinture industrielle du Transvaal, autour de Johannesburg.

Dans les townships, la police tire pour tuer. On emprisonne les responsables syndicaux et anti-apartheid noirs. Mais les seigneurs de l'apartheid hésitent à décapiter le mouvement syndical noir, de peur de soulèvements prolétariens qui menaceraient leur système d'esclavage. Ils ne peuvent pas échapper à leur dépendance vis-à-vis de la main-d'œuvre noire. C'est le spectre de la révolution ouvrière qui effraie les dirigeants racistes, non seulement ceux de Pretoria, mais aussi leurs grands frères de Washington, de Paris et des autres capitales impérialistes. Pour eux, l'Afrique du Sud n'est pas seulement un producteur stratégique de précieux métaux et minerais; sa suprématie militaire et économique sur l'Afrique australe et son contrôle de routes maritimes clés en font un allié stratégique dans leur course à la guerre antisoviétique.

NON AUX IMPERIALISTES QUI VIENNENT SAUVER L'APARTHEID!

Ceux qui détiennent le pouvoir se rendent compte que des concessions symboliques ne peuvent pas calmer la révolte noire qui gronde. "Plus que n'importe quel événement pris isolément, la grève générale du Transvaal a convaincu tout le monde que nous étions dans une crise, que nous devions agir", déclare le directeur d'une entreprise sud-africaine. De fait, les chambres de commerce représentant 80% de l'industrie sud-africaine ont publié une déclaration contre les bantoustans, les détentions sans jugement et les lois racistes qui limitent la mobilité économique des Noirs; elles se sont prononcées en faveur d'une "participation politique significative" pour les Noirs. Mais toutes les tentatives de "réforme" ouvrent de nouvelles brèches pour la résistance populaire, tandis que la répression ne fait qu'attiser les flammes de la révolte. C'est ce qui explique les zigzags apparents du régime raciste sud-africain.

Ainsi, certains secteurs de la classe dirigeante expliquent qu'il va être nécessaire de négocier avec l'ANC; des rumeurs de discussions à l'étranger courent; P.W. Botha offre de libérer Mandela et de discuter avec l'ANC si seulement il renonce à la "violence". Tout cela aurait été impensable il y a cinq ans. Leur objectif: scissionner et coopter une aile néocoloniale et comprador de l'ANC en exploitant le prestige de ses dizaines d'années de lutte courageuse contre l'apartheid et ses illusions libérales. Sa "charte de la liberté" préconise en effet une forme de "partage du pouvoir" qui garantit pratiquement la domination économique des Blancs, c'est-à-

dire le maintien du régime capitaliste. Mais Mandela a fièrement rejeté l'"offre" de Botha, en lançant un défi: "Que lui renonce à la violence. Qu'il dise qu'il va supprimer l'apartheid." Botha a répondu par l'arrestation pour "haute trahison" de huit autres dirigeants de l'UDF (lequel répudie explicitement la "violence") et par les exactions racistes de ses nervis. Tout cela est le fruit de l'"engagement constructif" de Reagan, qui encourage Pretoria dans sa répression sauvage.

Un nombre grandissant de responsables impérialistes mettent maintenant ouvertement en doute la capacité du régime de Pretoria à contrôler la situation. Une banque américaine, la Bank of Boston, qui détient 75 millions de dollars de créances sud-africaines, a bien exprimé cette inquiétude en annonçant, le 25 mars, qu'elle n'accorderait plus de crédits au secteur privé d'Afrique du Sud en raison de "la nature oppressive de la politique d'apartheid qui met en cause la stabilité économique et politique du pays" (le Monde, 27 mars).

Les impérialistes "libéraux", qui voient bien que les jours de l'apartheid sont comptés, cherchent à prendre leurs distances par rapport au régime et à favoriser des dirigeants noirs crédibles et "modérés" qui pourront un jour permettre la poursuite de l'exploitation dans le pays. Ainsi la diplomatie mitterrandesque se répand-elle aujourd'hui en vertueuses et vigoureuses dénonciations de l'apartheid. Car la France impérialiste, derrière l'idéal éternel de "démocratie" et de "justice", a des intérêts bien concrets à préserver en Afrique du Sud dont elle continue discrètement à approvisionner en pièces de rechange l'armée, équipée de Mirage, d'hélicoptères et de blindés français. Surtout elle cherche à renforcer son rôle de puissance régionale, protectrice de ses anciennes colonies contre les révoltes intérieures et la soi-disant "menace soviéto-cubaine". En Afrique australe elle a poussé à la roue pour une "solution négociée" qui réinstallerait fermement l'Angola et le Mozambique dans la dépendance économique et politique de Pretoria; et l'on a, un moment, beaucoup parlé de soldats français venant remplacer les troupes cubaines qui protègent l'Angola contre la soldatesque sud-africaine. Et aujourd'hui Mitterrand veut une "solution négociée" en Afrique du Sud même.

La récente visite en grande pompe de Teddy Kennedy en Afrique du Sud fait aussi partie de la stratégie de l'impérialisme "libéral". Il était invité par l'évêque Desmond Tutu, lauréat du prix Nobel de la "paix" et un des dirigeants de l'UDF, qui donne des garanties aux impérialistes en décrivant la politique sud-africaine comme "aussi diabolique que le nazisme ou le communisme" (le Monde, 21 mars). La visite de Kennedy avait été saluée par l'ANC, qu'il devait rencontrer -- mais il fut suivi de près par des manifestants dirigés par l'Azanian People's Organisation (AZAPO), une organisation qui se réclame de la "conscience noire", et qui portaient des pancartes avec des mots d'ordre comme "L'AZAPO socialiste contre le capitaliste Kennedy". Nous sommes solidaires de la juste dénonciation de ce politicien impérialiste hypocrite par l'AZAPO.

Suite page 11

LE BOLCHEVIK

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40 F (avion: 60 F)
Etranger: mandat poste international

SPARTACIST

NECROLOGIE
DU
SOCIALIST
WORKERS
PARTY

ABONNEZ-VOUS!

NOM _____ TEL _____
ADRESSE _____

Le Bolchévik - B.P. 135-10 - 75463 Paris Cedex 10

Liban...

Suite de la page 9

Mais les Israéliens ont encore de la chance: ils pourraient avoir affaire aux Druzes. Les phalanges de Gemayel ont essayé de s'y frotter dans les montagnes du Chouf et l'ont vite regretté.

La seule chose que les Israéliens aient réussie, c'est à chasser l'OLP. Les Palestiniens qui sont incontestablement les perdants du Liban sont pratiquement sans défense aujourd'hui, non seulement face à l'opresseur israélien, mais aussi vis-à-vis des diverses communautés en guerre les unes contre les autres, y compris les chiites. Mais ce n'est pas simplement la force militaire israélienne qui a vaincu les Palestiniens. Dès le début de l'invasion, l'OLP a bien entendu été lâché par les régimes arabes qui ont d'ailleurs aussi ignoré les chiites libanais. A la demande d'Arafat, Mitterrand et ses paras, avec Reagan et ses autres alliés impérialistes, sont arrivés pour désarmer l'OLP. Arafat a rendu les armes, l'OLP a été expédiée ailleurs -- et les Palestiniens ont eu droit aux

massacres de Sabra et Chatila. Aujourd'hui, Arafat, enchaîné à la "Pax Americana", n'est plus qu'un misérable vassal du roi Hussein, le boucher de Septembre noir. Arafat est prêt à abandonner même sa revendication d'un mini-Etat croupion palestinien en Cisjordanie; mais ce ne sont pas là des capitulations suffisantes pour Reagan; il veut que l'OLP reconnaisse Israël même si les sionistes refusent de reconnaître à la Palestine (et même aux Palestiniens) le droit d'exister.

Il y a une alternative à la capitulation devant Reagan le fauteur de guerre. La tendance spartaciste internationale a souligné pendant le siège de Beyrouth que, "si les Palestiniens peuvent causer suffisamment de pertes dans les troupes israéliennes, quelle que soit l'étendue des leurs, il pourrait bien y avoir une rébellion en Israël contre l'aventure libanaise de Begin" (*Workers Vanguard* n°309, 9 juillet 1982). Cette prédiction s'est avérée juste mais plus tard que prévu. Ce qui a ébranlé la société israélienne profondément raciste, c'est que son propre sang coule.

Au départ, pratiquement toute la population hébraïque a soutenu l'aventure libanaise. Aujourd'hui,

il y a un profond clivage dans la société israélienne. Ce que le *Guardian* de Londres a bien saisi: lors des funérailles d'un soldat dans une ville du Nord d'Israël, le rabbin disait: "Nous devons continuer avec notre politique du poing de fer contre les terroristes." Mais à l'enterrement d'un jeune appelé de 19 ans, mort dans l'explosion d'un camion à 100 mètres de la frontière israélienne, on criait: "Hors du Liban!" Les fissures dans la société israélienne sont une occasion d'ouvrir une brèche dans la mentalité de forteresse assiégée. Mais le mouvement pour "la paix maintenant", sioniste et excluant les Arabes, est lié au Parti travailliste de Pérès et de Rabin qui appliquent aujourd'hui la politique du "poing de fer". (Le Parti "travailliste" n'est pas un parti ouvrier réformiste comme le Parti travailliste de Grande-Bretagne, mais un parti bourgeois architecte et pilier de l'Etat sioniste.) Retrait immédiat d'Israël du Liban du Sud, du Golan, de Gaza et de la Cisjordanie! Autodétermination des Palestiniens et du peuple parlant hébreu dans un Etat ouvrier binational, partie intégrante d'une fédération socialiste du Proche-Orient! Le Liban a fait la démonstration sanglante que l'expansionnisme sioniste

et la terreur massive contre les Arabes mènent à la fin du compte à l'autodestruction du peuple hébreu. Trois millions de Juifs ne peuvent pas conquérir et dominer cent cinquante millions d'Arabes. Si, aujourd'hui, les sionistes démoralisés essaient de massacrer et d'incendier tout ce qu'ils trouvent dans le Sud-Liban, demain, ces fous du génocide avec leur "complexe de Masada" seront prêts à utiliser les armes nucléaires. Il faut que l'Etat sioniste éclate de l'intérieur. Le prolétariat de langue hébraïque doit rompre avec tous les courants du sionisme. Ce n'est qu'en se faisant le champion d'une justice nationale pour les Palestiniens et en rompant avec leurs dirigeants et exploiters sionistes que les masses hébraïques auront un avenir au Proche-Orient; en rejoignant leurs frères arabes dans la révolution prolétarienne. Ce qu'il faut c'est forger un parti révolutionnaire internationaliste parmi les masses hébraïques et arabes, qui les unisse dans la lutte contre les Sharon, Rabin et Hussein et qui ouvre la voie à une fédération socialiste du Proche-Orient. Alors seulement, on pourra venger Sabra, Chatila et Zrariyé.

Adapté de *Workers Vanguard* n°365

Révolution française...

Suite de la page 8

avaient été chassés de Paris quelques mois auparavant.

Ce nouveau régime réactionnaire chercha délibérément la provocation avec les ouvriers parisiens. "Vous voulez le droit au travail? Allez assainir les marécages du Sud infestés par les fièvres; voilà votre droit au travail!" Alors, spontanément, sans direction, les ouvriers parisiens s'insurgèrent contre ce gouvernement réactionnaire, pourtant démocratiquement élu. Ils furent vaincus lors des fameuses journées de Juin que Marx appela "la première grande bataille entre les deux classes qui divisent la société moderne". C'est dans cette référence aux journées de Juin que Marx, pour la première fois, avança le concept et utilisa le terme de dictature du prolétariat, expliquant que ce qu'il fallait c'était la domination directe de la classe ouvrière.

La classe ouvrière parisienne n'oublia pas la terrible défaite des journées de Juin. Et la fois suivante, cela se passa autrement. La fois suivante, ce fut une génération plus tard. En 1870, Napoléon III, le neveu de Napoléon Bonaparte (en fait sa filiation est très discutée dans les cercles académiques) perdit la guerre contre la Prusse. La défaite de l'armée française, comme cela se produit souvent lors de guerres, créa une situation révolutionnaire. Les ouvriers radicalisés, organisés essentiellement dans la garde nationale, prédominaient à Paris. En même temps, il y eut des élections nationales pour un gouvernement parlementaire. Ce parlement siégea d'abord à Bordeaux puis monta à Versailles. Paris élut des républicains radicaux ou des socialistes; mais les masses paysannes réélirent évidemment des monarchistes. Il semblait que c'était 1848 qui recommençait. Adolphe Thiers, qui avait été ministre de la monarchie avant 1848, était à la tête du gouvernement.

Thiers ordonna à la garde nationale parisienne de rendre les armes. Mais la garde nationale s'insurgea, créant la Commune de Paris de mars-mai 1871, le premier gouvernement ouvrier de l'histoire. Pour la première fois, la classe ouvrière armée prit le pouvoir dans ses propres mains plutôt que de le confier à une fraction radicale de la bourgeoisie. La Commune fut noyée dans le sang, mais elle resta un phare pour l'avenir de la classe ouvrière internationale. En 1891, Engels écrivait: "Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature

du prolétaire. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat" (Introduction à "La Guerre civile en France" de Karl Marx, *Oeuvres choisies*). Souvenons-nous qu'en avril 1917, Lénine appela à un gouvernement du type de la Commune de Paris. L'expérience de la Commune et le siècle de lutte révolutionnaire en France rendirent possible la plus grande victoire historique du prolétariat, la Révolution bolchévique d'Octobre 1917.

REMARQUES DE CONCLUSION

La Révolution française est encore aujourd'hui un champ de bataille idéologique. Ce n'est pas un hasard si Andrzej Wajda, éminent propagandiste de Solidarnosc, attaque dans son film "Danton" les éléments les plus radicaux et les plus progressistes de la Révolution française. Ce n'est pas non plus un hasard si Henry Kissinger, l'un des contre-révolutionnaires les plus conscients de l'impérialisme américain, a commencé sa carrière avec un livre à la gloire de Metternich, le principal architecte de la réaction monarchiste à la Révolution française.

A.J.P. Taylor, historien britannique de gauche, écrivit dans les années cinquante un brillant essai sur le culte de Metternich durant la guerre froide: "[...] Metternich a dû attendre que la guerre froide batte son plein pour être pleinement réhabilité. Il réémerge comme un 'roc d'ordre' et tous les renégats libéraux des Etats-Unis se découvrent une admiration pour cet aristocrate décati. Metternich est revenu lutter contre les Jacobins mais, cette fois, accompagné de gros bataillons [...]. "Le nouveau saint du conservatisme ressemble peu au Metternich de l'histoire. C'était un homme assez stupide [...]. Sa pensée, comme celle de la plupart des conservateurs, était banale et évidente. "Les choses doivent empirer avant de s'améliorer"; "Après la guerre, l'Europe a besoin de paix"; "Tout le monde a une place désignée dans la société". La plupart des hommes ont des pensées plus brillantes lorsqu'ils se rasent le matin" ("Metternich" dans *Europe: Grandeur and Decline*, 1967).

Les réactionnaires intelligents comprennent que la Révolution française est le point de départ historique du mouvement communiste. Ce que Babeuf disait à son procès est vrai. Nous les communistes représentons l'humanisme radical du siècle des Lumières. Les principes universels et libérateurs de la Révolution française sont la puissance intellectuelle et l'inspiration populaire du mouvement communiste moderne, et ce, malgré toutes les déformations du stalinisme.

Traduit de Young Spartacus n°119

Apartheid...

Suite de la page 10

Tous les groupes nationalistes se sentent obligés de faire référence au prolétariat noir, vu son importance stratégique et sa puissance sociale. Ainsi l'UDF salue-t-il "la direction de la classe ouvrière dans la lutte démocratique pour la liberté". Oliver Tambo, le président de l'ANC, déclare: "L'offensive de la classe ouvrière fait et doit faire partie intégrante de la lutte de libération nationale." Dans le Manifeste du peuple azanien, l'AZAPO et ses alliés de l'éclectique groupement du National Forum appellent à une "république ouvrière antiraciste et démocratique". Le point commun à tous ces groupes, c'est leur volonté d'utiliser le prolétariat comme chair à canon au service du programme d'une autre classe.

POUR LA REVOLUTION PERMANENTE EN AFRIQUE DU SUD!

L'ANC veut faire subir aux impérialistes sud-africains un lifting démocratique, pour offrir des "chances égales" à de futurs capitalistes noirs face au magnat de l'or et du diamant Harry Oppenheimer. L'AZAPO et les nationalistes plus radicaux veulent remplacer les Oppenheimer par une élite petite-bourgeoise qui aspire à exploiter son propre prolétariat. Il est significatif de voir que l'AZAPO considère le Mozambique comme un modèle. Mais le Frelimo de Samora Machel n'a fait que remplacer les colonialistes portugais dans la traite des travailleurs mozambicains pour la surexploitation, le semi-esclavage des mines d'or et de diamants d'Afrique du Sud. Et, sous la botte économique de Pretoria, Machel s'est transformé en policier de l'apartheid alors même que les "contras" du Mozambique, soutenus par Pretoria, dévastent l'économie de ce pays déjà effroyablement pauvre et arriéré.

Dans tout le continent africain, ravagé par des siècles de colonialisme et d'impérialisme, les questions de la démocratie et d'une véritable émancipation sont intégralement liées à la reconstruction socialiste de la société. A cause de la faiblesse tant politique que sociale du prolétariat dans la plupart des Etats balka-

nisés de l'Afrique sud-saharienne, l'"indépendance" y a signifié des dictatures bonapartistes dominées par l'impérialisme et basées sur les génocides tribaux, les famines et les épidémies massives. Etant donné sa formidable puissance sociale, le prolétariat noir d'Afrique du Sud peut décider d'un avenir meilleur pour lui-même, et aussi être la force motrice de la révolution sociale sur tout le reste du continent. Mais pour cela, il doit surmonter son arriération politique. Ce qui se fera en forgeant un parti d'avant-garde internationaliste, un parti léniniste-trotskyiste.

La cause fondamentale de cette arriération tient aux particularités de la structure coloniale intérieure de l'Afrique du Sud, produit du développement inégal et combiné. L'appropriation, par la guerre, de la terre des Africains a permis aux populations européennes installées de façon permanente d'organiser la surexploitation d'une énorme masse de main-d'oeuvre noire affreusement opprimée, travailleurs immigrés dans leur propre pays. Les travailleurs noirs sont confrontés à une classe dirigeante et à un Etat policier tyrannique qui sont blancs. L'oppression est si largement partagée par toutes les couches de la population noire qu'il est relativement facile de les maintenir sous l'emprise d'un projet nationaliste limité à l'aménagement ou à l'élimination de la domination de la minorité blanche.

L'économisme, y compris ses variantes "de gauche", sépare la lutte pour l'auto-organisation du prolétariat de la lutte plus générale contre la répression de l'apartheid dans tous ses aspects. Tout autant que les nationalistes, il est un obstacle à ce que le prolétariat devienne ce que Marx appelait une "classe pour soi" au plan politique. Il y a nécessité urgente, pour le prolétariat noir, métis et indien d'Afrique du Sud, de cristalliser son avant-garde communiste. Son programme doit lier la lutte pour l'émancipation nationale à la lutte pour la dictature du prolétariat et voir dans l'écrasement de l'apartheid la voie vers la révolution ouvrière -- le programme de la révolution permanente de Trotsky.

Adapté de *Workers Vanguard* n°365

Meeting de la LTF

ECRASEZ L'APARTHEID!

Pour la révolution ouvrière!

Fac de Nanterre -- mercredi 24 avril 12h00

Pour tous renseignements - tel. 205 01 48

Thatcher veut leur peau

Les mineurs britanniques défaits mais debout

Nous reproduisons ci-dessous une version abrégée d'un article paru dans Workers Hammer n°64, mars. Workers Hammer est l'organe de nos camarades de la Spartacist League/Britain.

Londres. -- Malgré ses tribunaux, ses flics, sa presse, ses milliards de livres sterling, il aura fallu une année entière à Maggie Thatcher pour venir à bout des mineurs. Et quand finalement elle les a forcés à reprendre le travail après douze longs mois de grève dure, ils sont rentrés sur le carreau des mines en manifestation, la tête haute, bannières déployées, musique en tête. La grève a été défaite, mais le NUM, le syndicat des mineurs, n'a pas été brisé.

La garce sanguinaire du 10 Downing Street a cherché à rançonner les grévistes en affamant femmes et enfants. Elle s'est retrouvée face à une armée de femmes de la classe ouvrière et d'enfants qui ont appris leur premier mot: JAUNE. Thatcher s'est juré d'être impitoyable dans la victoire, mais les mineurs restent debout dans la défaite. Maintenant, après cette défaite, les leçons doivent être fermement tirées pour préparer les luttes futures, pour renverser la dame de fer et tout son système de misère meurtrière. *Salut aux héroïques mineurs -- N'oublions pas les traîtres!*

En dernière analyse, le NUM n'a pas été battu par les flics et les tribunaux, mais par la cinquième colonne dans les rangs du mouvement ouvrier: les Norm Willis, dirigeant du TUC (la confédération syndicale), et les Neil Kinnock, dirigeant du Parti travailliste, qui se sont opposés à cette grève du premier au dernier jour. Et maintenant, ils vont essayer de nous raconter que la lutte de classe ne paie pas. Quant à la "gauche" du TUC qui aurait pu paralyser tout le pays et remporter une victoire historique, elle n'a fait que débiter des discours creux et, pire encore, se livrer au sabotage derrière les portes de ses bureaux feutrés.

Le 3 mars dernier, les délégués du NUM se réunissaient dans Congress Hall pour voter la reprise du travail; pendant ce temps, à l'extérieur, sous la pluie, des centaines de mineurs exigeaient la continuation de la grève. La colère, l'amertume et la frustration étaient sur tous les visages en pleurs quand Arthur Scargill sortit du bâtiment pour annoncer la fin de la grève. Et ils criaient: "Rappelez-vous David Jones, Joe Green, ne trahissez pas!" "On peut pas retourner au travail!" Alors que Mick McGahey quittait le terrain dans sa voiture, les mineurs écossais explosèrent en hurlant: "Hé! Mick, dis-nous comment tu nous as vendus et laissé tomber!"

Ce n'était pas un bradage, du moins pas dans le sens propre du terme. Sous la direction de Scargill, les dirigeants du NUM ont amené cette grève aussi loin qu'ils le pouvaient dans le cadre du syndicalisme réformiste combatif, et pourtant ils l'ont perdue. Pourquoi? Parce que la combativité n'est pas, à elle seule, suffisante. Dès le premier jour, c'était évident que le NUM était confronté à toute la puissance de l'Etat capitaliste. Le problème de Scargill, en un mot comme en cent, c'est qu'il



La grève est finie. 1800 mineurs, accompagnés de tout le village musique en tête, retournent à la mine de Grimethorpe la tête haute. Personne n'a brisé la grève dans ce bassin.

n'est pas un révolutionnaire. *La leçon primordiale de cette grève, c'est que, si l'on veut que la prochaine bataille se solde par une victoire, il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire.*

RENVERSEZ LA DAME DE FER!

Tous les ouvriers à travers le monde doivent être fiers de la façon dont les mineurs britanniques sont rentrés au travail. A la houillère de Barrow dans le Yorkshire, Arthur Scargill était là; un joueur de cornemuse ouvrait la marche, suivi juste derrière par les femmes, et, en s'approchant des grilles, ils se sont retrouvés en face d'un piquet de grève; alors, ils ont rebroussé chemin. Ce n'est pas aujourd'hui qu'ils vont commencer à passer les piquets de grève. Près de Rotherham à Troeton dans le Yorkshire, tout le village était là, hommes, femmes, enfants, et même les chiens, pour aller en cortège à la mine. Arrivés aux grilles, ils ont continué jusqu'au cimetière pour rendre hommage à une camarade tombée dans la lutte, une femme, dirigeante de la grève, qui mourut avant d'en voir la fin.

A Maerdy, ils ont marché au son des tambours, fiers qu'aucun d'entre eux n'avait cédé, qu'aucun n'avait été jaune tout au long de ces douze mois de souffrances telles qu'on n'en avait pas connues depuis 1926. Quand le cortège fut en vue du puits, les tambours changèrent la cadence pour un pas funèbre, le témoignage qu'il ne s'agissait pas là d'une marche de victoire mais d'une retraite en bon ordre. Mais les visages n'étaient pas ceux d'hommes brisés, d'hommes battus. Le président de la section, Arfon Evans, explique: "Ils sont déterminés, ils ont la force. C'est important pour l'avenir, que nous puissions continuer le combat."

Dans pas mal de régions ils n'ont pas repris du tout ce jour-là. Le Kent est resté en grève une semaine de plus; même chose dans plusieurs puits du Yorkshire et en partie en Ecosse, pour exiger l'amnistie et la réintégration de leurs camarades virés. Des piquets volants venus du Kent ont réussi à atteindre le Dartford Tunnel avant que les flics aient eu le temps de se retourner. Et partout où il y avait un piquet de grève, même un homme tout seul, aucun mineur qui se respecte n'est passé.

Il est crucial que le syndicat préserve ses capacités de lutte. Surtout vers la fin, beaucoup de grévistes poussés par le désespoir ont repris le travail. Plus de 700 grévistes licenciés sont littéralement sur la liste noire, incapables de déménager ou de se recycler. Plusieurs d'entre eux sont en prison ou menacés de l'être. Pourtant, après le vote de reprise, beaucoup ont encouragé le retour au travail dans l'ordre sans attendre leur amnistie.

Grâce à la trahison de ses valets dans le TUC, Thatcher est aujourd'hui en selle, mais pas si fermement que ça. Il faut préparer le terrain à une nouvelle offensive ouvrière. Il faut se battre collectivement et intelligemment contre les licenciements déjà prononcés et, autant que possible, en éviter

Suite page 5

Vers la bataille décisive: Renault!

voir page 3